Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 7 (1927)
Heft: 2

Buchbesprechung

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Besprechungen — Comptes rendus.

DR. JOHANNES THYSSEN, Privatdozent der Philosophie an der Universität Bonn. *Die Einmaligkeit der Geschichte, (eine geschichtslogische Untersuchung).* — Bonn, 1924, Verlag von Friedrich Cohen, in 8⁰ de 259 p.

Si le mot « histoire » peut désigner soit les événements passés, soit la science qui cherche à les reconstituer, c'est sur l'histoire comme science que M. Thyssen fait porter son étude. Déterminer le caractère distinctif de cette science, tel est son dessein. Pour le réaliser, il ne prend en considération que les « sciences empiriques », entre lesquelles il cherche à établir une distinction formelle, et non pas une distinction matérielle, comme est, p. ex., celle de sciences de la nature et sciences de l'esprit.

Après avoir rappelé les travaux que Windelband a consacrés à ce sujet, l'auteur résume la théorie de Rickert, pour montrer ensuite comment il s'en écarte. — En présence du réel qu'elles ne sauraient représenter intégralement, les sciences empiriques s'efforcent, les unes — les sciences naturelles — de dégager des êtres leurs éléments communs, les autres — les sciences historiques — de saisir chaque chose, être, fait, dans toute son individualité propre, singulière. Ce que l'histoire prend pour objet de connaissance, ce sont donc les réalités dont chacune est, à chaque fois, unique par ses qualités. Que les historiens soient empêchés de ressaisir l'individuel dans toute sa complexe intégralité, on ne le sait que trop; il n'en va pas moins que si l'un d'eux fait apparaître la figure de Bismarck, par ex., on ne lui trouvera jamais son identique.

Le caractère de l'histoire réside-t-il bien, se demande M. Thyssen, dans l'unicité qualitative de chacun des objets qu'elle étudie? Ne pourrait-on pas parler de l'unicité d'un objet, alors même que celle-ci ne résiderait pas dans une qualité ou un ensemble de qualités, mais dans sa réalisation à un moment du temps? Certains ensembles de qualités se répètent-ils ou se répéteraient-ils que la position de chacun d'eux dans le temps le rendrait unique. — Dira-t-on avec Droysen ou Xénopol que les sciences naturelles s'attachent à l'idée de l'être (Sein), et les sciences historiques à celle de devenir (Werden)? Non, pour ne parler que de l'histoire, le critère de l'unicité temporelle appelle non pas l'idée du devenir, du changement, mais bien celle de ce devenir-ci, de ce changement-ci.

M. Thyssen esquisse une théorie générale de la science pour répondre aux questions suivantes: pourquoi cherche-t-on à faire revivre le passé ... mort; et comment choisit-on dans la profusion de ce qu'il livre à la curiosité humaine? D'après lui, le monde apparaît sans limites dans l'ordre de l'intensité, sans bornes dans celui de l'étendue; aussi, pour tenter de re-

présenter ce qu'il a une fois présenté, il est nécessaire que plusieurs savants associent leurs efforts. Ce qui appartient à l'expérience purement individuelle et incommunicable ne peut être intégré dans aucune science, car ne devient objet de connaissance scientifique que ce qui est présent pour tous (das für alle Vorhandene). Mais cette formule doit être examinée avec grand soin; aussi l'auteur la soumet-il à des discussions répétées. Qui est-ce qui élabore la science, si ce n'est l'humanité? Seulement, il y a des objets que tous ne peuvent pas connaître; donc, « ce qui est présent pour tous » doit être compris comme étant « ce qui est ... virtuellement présent pour tous ». Et, « tous », ce n'est pas une prétendue conscience unique de nature supra-individuelle, mais c'est la multiplicité des sujets individuels; c'est à ces multiples sujets réels que l'objet de la science est virtuellement accessible.

Passant des sciences empiriques en général à l'histoire en particulier, le Dr. Thyssen dégage deux actes qui la constituent: l'histoire opte pour le passé, et, dans la trop abondante matière dont celui-ci se trouve fait, elle opère des choix. Cela seul mériterait-il d'être connu qui resterait semblable et invariable pour les sujets de différentes époques? Non, ceux-ci s'intéressent aussi au différentiel comme tel. Et puis, des réalités nouvelles (chemins de fer, grande guerre, etc.) viennent se présenter à de nouveaux sujets. Qui est-ce donc que ce « tous »? Serait-ce les hommes qui « vivent » les événements? Une telle réponse ne saurait satisfaire puisque le propre de l'histoire est de porter sur cela précisément qui est passé. Liée à des sujets vivants, c'est dans le présent qu'elle redonne vie aux faits révolus; et c'est pour le passé lui-même qu'elle scrute le passé; ce n'est pas en faveur du présent, utilitairement. Le désir subjectif de connaître le passé tel qu'il fut prolonge le désir subjectif qu'éprouve l'individu de reconstituer sa propre existence. — Les objets que le savoir veut posséder sont autant de données qui lui sont fournies; loin de pouvoir les façonner à son gré, il doit les reconstituer; mais, comme on l'a déjà dit, les historiens n'échappent pas à la nécessité de choisir parmi ces données. Ayant posé que ceux-ci visent à connaître chacun des faits dans toute son individualité, M. Thyssen cherche à déterminer avec précision l'opposition du « général » et de l'« individuel »; il ne prétend pas à discuter le très ancien problème philosophique qui s'y rapporte; c'est sur le terrain des sciences empiriques qu'il veut demeurer, et il le rappelle. Dans quel cas un objet de connaissance peut-il être considéré comme étant individuel? Tout d'abord, quand il s'est réalisé à un certain moment et en un lieu donné; il s'agit alors de cet individu-ci, ou de cet individu-là ... toujours de tel individu. Puis, on peut désigner comme « individus» des «systèmes» différenciés dont les éléments constituants sont liés entre eux par des relations qui les rendent à chaque fois uniques; ici intervient également la considération de la situation spatiale et de la position temporelle. Il y a enfin des formes mixtes, où l'individuel et le général serail mêlés;

quand, par ex., on parle du paysan allemand du XVe siècle, ou des penseurs de l'époque des lumières, etc. — En dégageant les sens «logiques» du terme individu, M. Thyssen n'a pas voulu retenir seulement les choses et les êtres nettement délimités pour lesquels on le réserve communément; il y a compris aussi des « touts » (Ganze), constitués par plusieurs individus: un peuple, une situation économique, etc... C'est qu'il suffit parfois de modifier la manière d'envisager un « contenu » pour le considérer selon un concept général ou comme un individu complexe; ainsi, les ouvriers allemands, ou le prolétariat allemand « opposé au prolétariat anglais » par ex.

L'espace et le temps sont les « principia individuationis »; il faut tenir compte de l'espace et du temps ensemble; car des faits semblables pourraient se produire au même lieu en des temps différents, ou simultanément en des lieux différents; c'est donc quand on situe un contenu en son temps et en son lieu propres qu'on peut le déclarer unique. — Après avoir procédé d'une manière « schématique », l'auteur reconnaît que, pour l'histoire, les « individus » sont, en fait, des choses ou des hommes.

Lorsqu'on assemble un grand nombre de connaissances, il faut qu'on les ordonne (O. Dittrich a relevé pour l'histoire l'idée de l'ordre avec celle de la temporalité). Si le besoin d'ordonnance est subjectif, encore la coordination doit-elle tendre à l'objectivité. D'une part, envisageant les objets selon la généralité, on a constitué des « pyramides de concepts », qui ont leur point d'appui dans la réalité objective; d'autre part, considérant les objets selon leur insertion dans les séries spatiales et temporelles, c'est une autre coordination qu'on reproduit. Se réfère-t-on à la seule situation dans l'espace, voici que s'élaborent des sciences comme la géographie, l'astronomie (räumlich-individuelle Wissenschaften); et, se rapporte-t-on à la position dans le temps, on a l'histoire.

* * *

Telles sont, me semble-t-il, les idées essentielles de l'auteur. — Outre ceux que j'ai nommés, il cite plusieurs historiens et philosophes, entre autres: Ed. Meyer, Bernheim, Dilthey, Husserl, et il critique le relativisme de Spengler. Si l'on voulait tenir compte de travaux en langue française, ceux de Cournot et de M. Adrien Naville mériteraient une étude spéciale; je crois que M. Thyssen aurait pris grand intérêt aux idées de notre maître, Adr. Naville, qui a distingué, de manière très nette, l'histoire, comprenant les sciences de faits, d'avec la théorématique, comprenant les sciences de lois.

Ceux qui liront l'ouvrage de M. Thyssen seront frappés, je crois, de la patience avec laquelle il s'efforce d'élucider des concepts qui restent souvent obscurs. Pour y parvenir, il procède à l'aide de schématisations; il a recours à des simplifications (dont il parle comme de «Vergröberungen»); et c'est volontiers sur des exemples fictifs qu'il fait porter ses discussions; j'ai regretté — et les historiens le feront, sans doute, autant

que moi — qu'il n'ait pas, par plus d'exemples tirés de l'histoire même, animé son texte, dont les abstractions restent sévères.

A vrai dire, j'ai dû, pour l'analyser .... simplifier à mon tour; l'ouvrage est fait, je tiens à le dire, d'une plus riche matière. — Pour me borner à sa thèse même, elle consiste donc à choisir comme critère de l'histoire la temporalité des faits; et, en qualifiant d'historique la connaissance qui prend pour objets les faits envisagés en tant qu'ils occupent une position unique dans le temps, M. Thyssen a voulu substituer sa théorie à celle qui se fonde sur leur unicité qualitative; c'est à l'« Einmaligkeit » que revient le rôle joué ailleurs par l'« Einzigartigkeit ». Or, il me semble que la temporalité ou insertion dans la série temporelle vient s'ajouter, d'une manière heureuse, à l'unicité saisie dans tous les autres rapports, mais qu'elle ne suffit pas à déterminer l'historicité dans son intégralité. L'auteur raisonne parfois comme si la répétition du même était possible ou se réalisait; ne glisse-t-il pas ici de l'identification à l'identité? Que si certaines sciences cherchent à identifier des objets différents, dira-t-on que la nature a produit des identiques? Si les faits passés ont eu leur identité individuelle, n'est-ce pas tout ensemble et parce qu'ils se sont produits à des moments déterminés et parce qu'ils ont présenté des « contenus » qui différèrent sous certains autres rapports? A s'en tenir — comme le propose M. Thyssen — au critère formel de la temporalité, ne laisserait-on pas vide de tout contenu le cadre où sont venus se ranger les faits; retrouverait-on le donné historique? De plus, qu'on s'en souvienne, c'est au coeur des sciences « empiriques » qu'il a visé à instituer une distinction « formelle ». Il a donc cherché à opposer le « général » et l'« individuel »; si le premier est constitué par plusieurs êtres qu'on saisit pour les identifier en effaçant, pour ainsi parler, leurs différences, les jugements qui le concernent ne valent que pour les « plusieurs » qu'il contient: « tous ces ... »; on n'exprimera pas d'affirmations universelles comme celles des mathématiques: « tous les ...». Dès lors, je me demande si le critère de temporalité ne doit pas être invoqué également dans les « sciences » du général. En effet, si, après avoir formé un concept général on veut discerner à quelle pluralité il s'applique — tout en conservant l'identification quant aux autres rapports — n'est-ce pas parce qu'on s'avise que chacun des plusieurs a, si je puis dire, occupé une durée (et une étendue) distincte? Le critère est donc nécessaire aussi pour les jugements portés quant au général. D'autre part, si l'on y renonçait au profit de l'histoire seule, il faudrait, pour savoir que ce qu'on affirme du général vaut pour plusieurs termes, dissoudre l'identification qui l'a constitué et ressaisir, dans chacun des plusieurs, quelque trait qui différencie des autres; mais alors ne rejoindrait-on pas l'histoire, comme connaissance de faits uniques? En résumé, ou bien l'on se réfère au seul critère qui serait destiné à distinguer les sciences historiques, et c'est toutes les sciences empiriques qu'il détermine; ou bien, dans les sciences portant sur le général, on doit

tenir compte des différences qualitatives individuelles, et, par un mouvement en quelque sorte inverse, voilà qu'on opère un retour à l'histoire.

M. Thyssen me semble donc avoir, d'une part, trop limité l'emploi de son critère, d'autre part, exagéré son importance: signe nécessaire pour toutes les sciences empiriques, mais signe insuffisant, à lui seul, pour les sciences historiques.

Le théorie de l'« Einmaligkeit » a le mérite de donner du relief à un caractère qui parfait l'unicité; je ne crois pas qu'elle puisse se substituer à la théorie qu'elle voudrait remplacer; je pense qu'elle doit la compléter.

Genève. Henri Reverdin.

E. v. WALDKIRCH, Privatdozent an der Universität Bern *Das Völkerrecht in seinen Grundzügen dargestellt.* Basel, 1926, Helbing & Lichtenhahn, XVI u. 420 Seiten.

Der Historiker, der sich zu E. v. Waldkirchs Buch über das Völkerrecht äußert, wird sich wohl hüten, aus seinem Zuständigkeitsbereich hinauszutreten. Aber abgesehen von der nahen Verwandtschaft der beiden Stoffgebiete ist der historische Gehalt gerade dieses Werkes so groß, daß die Geschichtswissenschaft es mit für sich in Anspruch nehmen muß. Der Verfasser konnte sich selbstverständlich nicht damit begnügen, das gegenwärtig geltende Völkerrecht abzubilden; bei so sehr in der Entwicklung begriffenen Erscheinungen mußte sich die entwicklungsgeschichtliche Betrachtungsart ohne weiteres aufdrängen. So ist ein besonderes Kapitel der « Geschichte des Völkerrechtes », ein weiteres der « Entwicklung der völkerrechtlichen Literatur » gewidmet. Aber auch darüber hinaus, in den systematischen Hauptabschnitten, scheint mir die Darstellung vom Gedanken des Werdens förmlich zu leben, und damit ist ein dem Historiker interessanter Ausblick aufgetan. Denn zum ersten Mal während der Jahrhunderte der « Neuzeit » wird im 19. Jahrhundert neben den Staatsindividuen und neben dem, was wir Staatensystem nennen, ein politischer Wille frei, der die Staatengemeinschaft als solche begreift, der Entstehung von Normen universaler Geltung günstig ist und nach einer internationalen Organisation sucht. Wie in den spätern Jahrzehnten des 19. Jahrhunderts das völkerrechtliche Bewußtsein sich stärkt, die völkerrechtlichen Bestimmungen formuliert, vermehrt werden, wie die Staaten in immer größerem Umkreis, immer williger, offener sich zu ihnen bekennen, wie in der Krise des Weltkrieges alles im Chaos unterzugehen scheint, wie doch keine Völkerrechtsverletzung das Rechtsprinzip negiert, wie nach dem Krieg Rechts- und Organisationsgedanken erstaunlich rasch und weit vorstoßen, — dies alles wird sehr eindrücklich, wird an zahlreichen Beispielen (an dem der Schiedsgerichtsbarkeit etwa) sichtbar.

Die Vorgeschichte hiezu ist in den historischen Kapiteln nur skizziert; der Verfasser konnte es kaum als seine Aufgabe betrachten, hier ins

Einzelne zu gehen. Meines Erachtens ist namentlich die sogenannte Politik der Heiligen Allianz (nebenbei: Heilige Allianz und Vierbund von 1815 sind auch bei der flüchtigsten Erwähnung grundsätzlich zu unterscheiden!) positiver als Vorstufe späterer Organisationsversuche zu werten, als es hier geschieht. Aber das Problem ist doch wenigstens angedeutet. Wenn sich bei der Lektüre des eigentlich historischen Teiles der Wunsch nach einer breiteren und tieferen, die Erscheinungen schärfer, richtiger, nuancierter erfassenden Untersuchung und Darstellung erhebt, so sei es dem Verfasser nicht zum Vorwurf, sondern eher zum Verdienst angerechnet, daß er eine vielleicht zu Taten treibende Unbefriedigtheit zu erzeugen gewußt hat.

Das Buch gliedert den Gesamtstoff in vier Teile zu je drei Kapiteln. Der erste Teil gibt die Grundlagen; er definiert Wesen, Beziehungen und Quellen des Völkerrechts und enthält die geschlossenen historischen Betrachtungen; die drei andern Teile stellen das geltende Völkerrecht dar, — Träger und Organe des Völkerrechts, Grundrechte und Grundpflichten (2. Teil), die friedlichen Beziehungen (3. Teil) und die zwischenstaatlichen Streitigkeiten (4. Teil). Völkerrecht und Völkerrechtsorgane, wie die Nachkriegszeit sie entwickelt hat, der Aufbau des Völkerbundes, die Regelungen und Bestrebungen zur Beschränkung der Rüstungen, zum Schutz der nationalen Minderheiten, zum Arbeiterschutz, zur Organisation des Wirtschaftskrieges etc. sind in vorzüglicher Klarheit entwickelt. Speziell Schweizerisches ist nur dort hervorgehoben, wo es für den Gesamtanblick bedeutsam ist; auf die Einstellung der schweizerischen Neutralität in Völkerrecht und Völkerbund sei besonders hingewiesen, sowie bei dieser Gelegenheit auch auf die schöne Spezialdarstellung des Verfassers über die Neutralität der Schweiz (E. v. Waldkirch: Die dauernde Neutralität der Schweiz, Basel, Helbing & Lichtenhahn, 1926). Ausführliche Literaturangaben und ein Sachverzeichnis sind hinten angefügt.

Die Absichten des Verfassers, die das Vorwort bescheiden und entschieden formuliert, sind in der erfreulichsten Weise verwirklicht worden. Die Disposition wirkt überzeugend; die Sprache ist einfach und schlackenlos. Wenn v. Waldkirch wünscht, daß sich sein Schweizertum an nichts Anderem als an Sachlichkeit und an unerschüttertem Vertrauen in die Weiterentwicklung des Völkerrechts werde erkennen lassen, so wird sich ihm auch diese Hoffnung erfüllen. Die reine Sachlichkeit ist durch keinerlei Tendenz getrübt. Schließlich: Das Vertrauen in die Weiterentwicklung des Völkerrechts vermag v. Waldkirch auf den Leser zu übertragen, nicht durch irgendeine Überschätzung der heutigen Organisation des Völkerbundes, sondern durch die eindrückliche Herausarbeitung der Tatsache, daß der Weltkrieg, weit entfernt, den Völkerrechts- und Völkergemeinschaftsgedanken zu zerstören, seine Notwendigkeit und ideale Höhe positiv und zukunftsvoll propagiert hat.

Bern Werner Näf

O. TSCHUMI, *Urgeschichte der Schweiz,* 192 pages, 6 figures dans le texte et 20 planches. Frauenfeld 1926, Huber & Co.

Le lecteur sera surpris de lire, à la première page de cet ouvrage, qu'il fait partie d'une série intitulée « die Schweiz im deutschen Geistesleben » et se demandera sans doute avec étonnement si l'esprit germanique soufflait déjà sur la Suisse dès l'époque néolithique ou même plus tôt encore?

Si pour l'histoire, où l'on a des faits certains, des dates fixes, il est possible de rédiger avec succès des précis ou résumés, nous estimons qu'il n'en est pas de même avec la préhistoire, où l'on se débat au milieu de dates flottantes, de faits incertains, d'hypothèses qui sont aujourd'hui vérité, demain erreur. On ne saurait comprimer une nébuleuse. Aussi nous nous demandons quelle peut être l'utilité de livres du genre de celui-ci: aux spécialistes, ils n'apprennent rien; au public, ils n'apportent qu'un tableau terne et incomplet, souvent difficile à comprendre pour qui n'est pas en mesure de compléter par soi-même l'exposé forcément succinct de l'auteur.

Si le livre que nous donne M. Tschumi est loin d'être parfait, ce n'est certainement pas la faute de l'auteur qui est exactement informé, mais de la nature de la tâche qui lui était imposée. Nous doutons fort qu'après avoir lu cet ouvrage, le lecteur puisse se faire une idée tant soit peu claire de ce qu'était une station lacustre ou un tumulus du premier âge du fer.

Un résumé de cette sorte ne pourrait être utile qu'abondamment illustré. Or ici, l'illustration est plutôt indigente. Les figures dans le texte sont empruntées à un travail tout différent du même auteur, pour lequel elles avaient été composées. Que vient par exemple faire ici la carte des lacs de Burgäschi et Inkwil?

Les planches au nombre de 20 auraient pu rendre le volume intéressant si l'auteur avait pris la peine de les composer: il avait assez d'espace pour nous donner un tableau des civilisations préhistoriques. Au lieu de cela, il nous apporte deux vues de stations paléolithiques, deux aspects d'un crâne supposé néolithique, une vue d'une hutte lacustre qu'il faut être déjà très versé en archéologie pour comprendre. Enfin 4 planches sont occupées par le laraire de Muri: que vient faire la triade capitoline dans un manuel de préhistoire?

Il y aurait également beaucoup à dire au sujet des exemples choisis par l'auteur: il s'étend longuement sur la station du Moosbühl dont l'âge est encore sujet à discussion ou sur les tumulus de Grächwil qui furent pillés sans avoir été étudiés. Plus de 7 pages sont consacrées à la discussion du vase de Grächwil qui est certes une pièce fort intéressante, mais une pièce d'importation qui n'a exercé aucune influence sur le développement de la civilisation du fer en Suisse.

La plupart des exemples choisis par l'auteur ont été pris dans le canton de Berne. Toute l'illustration à deux exceptions près est bernoise. L'auteur s'en excuse aimablement dans la préface. Le lecteur trouvera sans doute que, écrivant une préhistoire de la Suisse, l'auteur abuse un peu trop du droit qu'il a d'être Bernois...

Nous aurions voulu ne pouvoir distribuer que des éloges à notre collègue. Nos critiques portent non sur sa science, mais sur la conception de son livre. Nous sommes certains que, dans une autre « Urgeschichte » plus développée qu'il prépare avec plusieurs de ses collègues suisses, M. Tschumi se sentira plus à l'aise et nous donnera quelques chapitres parfaits.

Zürich. D. Viollier.

WILLIAM MARTIN, *Histoire de la Suisse. Essai sur la formation d'une confédération d'Etats.* Paris, 1926, Payot. 319 Seiten.

William Martin, der bekannte und allgemein geschätzte Auslands-Redaktor des « Journal de Genève », will mit diesem Werk eine Lücke ausfüllen. Es fehle, heißt es in der Vorrede, an einer Schweizergeschichte, die zwischen den großen wissenschaftlichen Werken und dem Schulhandbuch die Mitte halte. Das Ziel des Verfassers sei, eine leicht lesbare geschichtliche Darstellung knappen Umfangs zu geben, die zugleich auf den letzten Ergebnissen der Geschichtswissenschaft beruhe.

Mit diesem Programmpunkt ist aber das eigentliche Wesen des vorliegenden Buches nicht charakterisiert. Hätte sich Martin auf diese Forderung beschränkt, so hätte sich sein Werk nur der äußeren Ausdehnung nach von früheren Versuchen unterschieden. Er will aber mehr als nur kondensieren. Er will vor allem die schweizerische Geschichte erklären. Die Schweizer sollen mit seiner Hilfe ihr Land und ihre Vergangenheit verstehen lernen.

Martin begründet in seiner ausgezeichneten methodologischen Einleitung diesen Standpunkt aufs beste. Und niemand wird leugnen wollen, daß er mit seiner Kritik in der Hauptsache durchaus recht hat. Obwohl es gerade in der neuesten « schweizerischen Geschichte », die man am ehesten zum Vergleich heranziehen wird, in dem Werke Gagliardis, nicht an historischem Raisonnement fehlt, trifft es im allgemeinen sicherlich zu, daß die Erforschung der historischen Wechselwirkungen, das Aufhellen der tiefer liegenden geschichtlichen Probleme, der « larges perspectives » bisher vernachlässigt worden ist. Und wenn man sich daran versuchte, so holte man lieber zum Tadel aus als daß man zu einer Erklärung vorzudringen unternahm. Beides ist aber nur schwer miteinander vereinbar; denn « explication ne veut pas dire critique », wie Martin in der Einleitung mit Recht bemerkt.

Soweit wäre alles in der Ordnung. Betrachtet man das Buch Martins als einen Essai, der in das Studium der schweizerischen Geschichte ein-

führen soll, oder noch besser als eine kritische Revue über die traditionelle Beurteilung der schweizerischen Historie, so wird man ihr das höchste Lob nicht versagen. Durchaus unabhängig, sowohl von irgend einer Parteiansicht wie von einer gelehrten Schulmeinung, gänzlich phrasenlos und sich jeder Verwendung irrlichternder metaphorischer Ausdrücke enthaltend, konsequent zum realen Kerne vordringend, bringt Martin eine wohltuende Aufhellung in manche bisher nur selten ordentlich behandelte Probleme der vaterländischen Geschichte. Ich nenne nur die trefflichen Ausführungen über die Gründe, warum die Reformation im allgemeinen nur in den Städten Fuß faßte, von den typischen Länderkantonen dagegen abgelehnt wurde, die Polemik gegen die immer noch nicht überwundene Auffassung, daß die Ausdehnungspolitik der Eidgenossenschaft im XVI. Jahrhundert durch die Schlacht bei Marignano unterbrochen worden sei, und der Hinweis darauf, daß die weniger starke Stellung der Schweiz gegenüber Frankreich in der zweiten Hälfte des XVII. und im XVIII. Jahrhundert vor allem auf eine Änderung der militärischen Verhältnisse zurückzuführen sei: die schweizerischen Truppen waren für Ludwig XIV. nicht mehr in dem Maße unentbehrlich wie für die früheren französischen Könige, während die auswärtigen Dienste für die Eidgenossenschaft eine eigentliche wirtschaftliche Notwendigkeit waren. Als besonders wertvoll möchte ich es bezeichnen, daß Martin bei der Schilderung der aristokratischen Ausschließungspolitik des XVII. und XVIII. Jahrhunderts nicht mehr von einer « Versteinerung » früher angeblich vorhandener freiheitlicher Ideen oder ähnlichem spricht, sondern auf die mit der langen Friedensperiode zusammenhängende Bevölkerungsvermehrung hinweist, die den Anteil des Einzelnen an dem gemeinsamen Besitz der Bürgerschaften verminderte (wie weit dabei die infolge des dreißigjährigen Krieges eingetretene Verarmung in Rechnung gesetzt werden muß, mag allerdings weniger leicht zu entscheiden sein als man nach Martins Darstellung annehmen könnte). Man braucht sich nicht alle Urteile des Verfassers zu eigen zu machen; immer aber wird man anerkennen, daß er die Diskussion auf einen brauchbaren Boden gestellt hat.

Aber der Schwierigkeit, derartige historische Raisonnements mit einer eigentlichen geschichtlichen Darstellung zu verbinden, ist auch Martin nicht völlig Herr geworden. Wie sein Vorbild, die sehr bemerkenswerte « Histoire de France » Jacques Bainvilles, ja vielleicht übrigen noch in höherem Maße, setzt sein Buch die Kenntnis der geschichtlichen Vorgänge bereits voraus. Vielfach finden sich Anspielungen, die aus dem Werke selbst nicht erklärt werden können. Er spricht etwa davon, daß Ludwig XIV. den Schweizern keine wirtschaftlichen Privilegien gewähren wollte; die kommerziellen Begünstigungen, die in Frankreich und anderwärts seit dem XV. Jahrhundert an die Gewährung von Söldnerverträgen geknüpft worden waren, sind aber nirgends als solche erwähnt (wie überhaupt die fremden Dienste zu ausschließlich als Surrogat für eine « Auswanderung » auf-

gefaßt werden). Der negative Ausgang der im Jahre 1866 erfolgten Volksabstimmung über verschiedene Verfassungsrevisionen wird (wohl kaum mit Recht) mit der Unzufriedenheit über den (späteren) Gotthardurchstich zusammengebracht, während der Bau der Gotthardbahn und des Tunnels nirgends erzählt wird. Doch dies sind Kleinigkeiten. Wichtiger ist, daß die Methode des Autors überhaupt leicht zu einer gewissen Willkürlichkeit in der Auswahl des Stoffes verführt. Martin nimmt in der Vorrede das Recht auf eine freie Auswahl der mitzuteilenden Ereignisse in Anspruch. Dagegen wird an sich niemand etwas einzuwenden haben. Aber man hat mehrfach den Eindruck, daß es dem Verfasser mehr darauf ankam, Tatsachen anzuführen, an die er Lieblingsgedanken anknüpfen konnte, als die Frage nach der rein historischen Bedeutung zu stellen. So erscheint die an sich glänzend geschriebene Darstellung der Verhandlungen über die territoriale Abgrenzung der Schweiz zur Zeit des Wiener Kongresses trotz der p. 235 formulierten Begründung als übermäßig lang, wenn man bedenkt, daß die Verstaatlichung der schweizerischen Hauptbahnen überhaupt nicht erwähnt wird. Auch der Übergang des parlamentarischen Regimes zum Referendumsstaat in der II. Hälfte des XIX. Jahrhunderts wird nicht eigentlich geschildert; das Raisonnement, das sich an die Abschnitte über die Bundesverfassung von 1848 anschließt, bezieht sich mehr auf die gesamte neueste schweizerische Entwicklung als auf die Periode nach der Begründung des neuen Bundesstaates. Ebenso erscheint die Bemerkung über den Einfluß des Bauernverbandes und anderer wirtschaftlicher Verbände auf die eidgenössische Politik (.... « exercé une influence considérable ») etwas dürftig. Wie leicht eine solche unsystematische Art zu Mißverständnissen führen kann, zeigt die Bemerkung p. 270. Martin zitiert dort als Beleg für die (an sich unbestrittene) Zunahme der Zentralisation innerhalb der Eidgenossenschaft das Anwachsen der Bundesausgaben von 1849 bis 1924. Nun ist aber diese Vermehrung zum größten Teil auf die Kosten des Militärs zurückzuführen; hätte der Verfasser irgendwo das Finanzwesen des Bundes, sowie die Organisation des Militärwesens behandelt, so hätte er darin nicht bloß « Etappen der Zentralisation » gesehen.

Auf der anderen Seite hängt freilich mit dieser stark persönlichen Auswahl ein Vorzug des Werkes, nämlich die stets gleichbleibende Frische, zusammen. Nirgends hat man das Gefühl, daß sich der Autor mit einer ihm gleichgültigen Materie abgeben mußte, nur weil ihn das Streben nach Vollständigkeit dazu nötigte. So ist er auch kaum je in die Lage gekommen, Dinge zu wiederholen, die von anderen schon besser gesagt worden waren; überall erkennt man persönliche Prägung.

Von Kleinigkeiten, die vielleicht bei einer zweiten Auflage präzisiert werden könnten, seien nur folgende erwähnt. Es kann zu Mißverständnissen führen, wenn gesagt wird, Zwingli habe, als er sein Apostolat begonnen, den Namen Luthers noch nie gehört. Der Satz über die Wiedereinführung der Folter zur Zeit der Restauration p. 246 sollte in seiner

Geltung wohl etwas eingeschränkt werden. Ebenso könnte die Bemerkung p. 302, daß der Bundesrat während des Weltkrieges « tenta de limiter par la censure la liberté d'expression » (der öffentlichen Meinung), leicht zu einer unrichtigen Auffassung Anlaß geben.

Die schweizerische Geschichtsforschung hat allen Grund, William Martin für seine « Schweizergeschichte » dankbar zu sein. Sein Buch gehört zu den gegenwärtig wieder häufiger werdenden Versuchen historischer Synthese, die eine berechtigte Reaktion gegen die ausschließliche Tatsachenforschung früherer Generationen bilden. Sie gewöhnen auch den Spezialisten wieder daran, die Dinge von hoher Warte zu betrachten. Und im besonderen darf unser Land stolz darauf sein, daß dieses Werk von einem Autor verfaßt ist, der sich nicht nur als Schriftsteller und Patriot ausgewiesen hat, sondern auch in der wissenschaftlichen Historie schon von früher her genau Bescheid weiß.

Basel. Eduard Fueter.

Abbé M. CHAUME. — *Les origines du duché de Bourgogne. — Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles lettres de Dijon,* juin-juillet 1926, p. 1—256; août-septembre 1926, p. 258—600.

« Doit-on enfin regarder le premier duc capétien de Bourgogne comme le « continuateur » à un degré quelconque des anciens chefs nationaux du regnum Burgundiae? » Telle est la question à laquelle s'efforce de répondre, M. l'abbé Chaume, dans la conclusion de son étude: *Les origines du Duché de Bourgogne.* Pour en arriver là, l'auteur a fait avec conscience le tableau des destinées de la Bourgogne française, du royaume mérovingien de Gontran, en 561, à l'établissement de la dynastie capétienne, en 1032. Entre les deux dates, c'est « une décadence à peu près continue, ou mieux une mutilation progressive » qu'il constate; après les démembrements successifs et les partages de la Burgondie francque par les Carolingiens, la constitution du duché, par Richard le justicier, mort en 921, apparaît à M. Chaume comme « la manifestation d'un esprit particulariste » qu'il qualifie de « sentiment national bourguignon ». Ce serait là la preuve que « les populations de la Bourgogne française conservaient intact et bien vivant le souvenir de leur antique appartenance à un ensemble puissant et glorieux... »

Pourtant les ducs carolingiens de Bourgogne, issus de Richard le Justicier, n'arrivent pas à consolider ce qui leur reste de l'ancien *regnum Burgundiae* en une marche solide et puissante; lorsqu'un cadet de la maison capétienne devient à son tour duc de Bourgogne en 1032, son pouvoir ne réunit plus que les quatre comtés de Dijon, de Beaune, d'Autun et d'Avallon. M. l'abbé Chaume a voulu expliquer dans ses détails les conditions de cette évolution, de cette nouvelle naissance de la Bourgogne féodale sur les ruines de la monarchie carolingienne. Après avoir défini le rôle et décrit la situation de la Burgondie sous les Carolingiens, il

rassemble tous les éléments susceptibles d'éclaircir l'histoire du duché du 9ème au 11ème siècle et recherche, au travers même de la décadence du pouvoir central et des progrès des seigneuries locales, les caractéristiques, il est vrai assez faibles, d'une unité au moins morale de la région bourguignonne; il explique ainsi la nature du pouvoir fort atténué que va exercer la duc capétien de 1032.

Le livre de M. Chaume est fort utile par les nombreux textes qu'il fournit, et par ses cartes des partages successifs du *regnum Burgundiae*; il est à coup sur fort captivant par l'effort de son auteur pour grouper les faits et en exposer les conséquences; les opinions qui y sont exprimées ne doivent bien souvent n'être acceptées que comme des explications possibles ou comme des hypothèses; en particulier les constructions généalogiques que M. Chaume affectionne et dont il justifie le système dans son appendice sur *les grandes familles comtales de la Bourgogne carolingienne* apparaîtront comme des propositions bonnes à retenir; plus hardies sans doute que celles de ses prédécesseurs, elles ne réussiront pas toutefois à triompher d'emblée des scrupules de la critique.

Nous voulons ici nous borner à signaler quelques unes des considérations de M. l'abbé Chaume sur la Burgondie mérovingienne, c'est à dire sur le royaume conquis par les rois francs et qui comprenait encore les régions de la Transjurane, soit celles de notre pays. Dans la Burgondie de Gontran, M. Chaume reconnait avec raison « la fusion à peu près complète de deux aristocraties locales, la barbare et la gallo romaine »; il peut parler encore de « l'esprit d'entreprise qui anime le nationalisme burgonde »; mais lors des troubles qui suivent la mort de Dagobert en 639, il ne trouve plus dans le *regnum* les tendances opposées des fonctionnaires royaux francs et des « farons burgondes »; l'aristocratie francque « s'est fondue dans la société gallo-burgonde ».

C'est sans doute en qualité de représentant éminent de cette aristocratie que Saint-Léger apparaît à M. Chaume « comme le type du Franco-Burgonde particulariste » à la fois issu d'une famille de loi salique et apparenté aux patrices burgondes de race royale; « il résume en sa personne toutes les traditions et toutes les tendances des Bourguignons du septième siècle ». Pleinement d'accord avec M. Chaume au sujet de cette formation d'une aristocratie bourguignonne dépourvue de caractères et d'oppositions ethniques, nous voudrions formuler quelques réserves sur sa tendance à faire de Saint-Léger un défenseur du particularisme et de la tradition burgonde; sans doute Ebroin doit être considéré comme l'ennemi de l'aristocratie de Burgondie et de Neustrie et comme le défenseur du pouvoir central, celui du roi et du maire du palais; mais il semble difficile de voir autre chose dans sa lutte contre l'évêque d'Autun qu'un antagonisme politique dépourvu de toute haine de races.

M. l'abbé Chaume s'est également un peu trop hâté, nous semble-t-il à construire à l'aide de textes insuffisants, une théorie sur les Patrices

burgondes. Il avait consacré à ce sujet un précédent mémoire dont il a ici résumé les conclusions[1]. En 613—614 le patrice Aletheus « *regio genere de Burgundionibus* » suscite dans le *pagus Ultrajoranus* une révolte contre Clotaire II. M. Chaume remarque qu'avant lui « il n'est jamais question dans les textes historiques de patrices de race burgonde jouant un rôle en Burgondie; après lui au contraire tous appartiennent à cette race ou y touchent de près ». Il en conclut que la « situation politique des patrices burgondes sous Clotaire et Gontran différait totalement de celle de leurs descendants sous Clotaire II, Dagobert et Clovis II ». C'est que M. l'abbé Chaume croit à la persistance sous les Mérovingiens de patrices héréditaires burgondes issus de l'ancienne race royale. Dans son précédent mémoire il a admis qu'Aletheus patrice en 613 et de l'ancienne race royale burgonde avait eu pour fils et héritier le patrice Willibad adversaire du maire du palais Flaochat en 642; de 584 à 642 il nous fait assister à une lutte prolongée entre le patriciat héritier de la royauté burgonde et la royauté mérovingienne; celle-ci organise son pouvoir à l'aide des fonctionnaires francs qui tiennent en échec les derniers représentants du particularisme burgonde.

La démonstration de M. Chaume ne repose pas sur de solides fondements. Sur neuf patrices que nous connaissons au 7ème siècle, les textes nous indiquent deux *genere Romano,* deux *genere Burgundionum;* la nationalité d'au moins quatre autres ne nous est point donnée; pour le 6ème siècle nous avons quatre patrices militaires, sans indication de nationalité et un patrice franc[2]. Ces mentions fragmentaires des sources n'autorisent pas à conclure à un changement régulier de la nationalité dans l'institution même du patrice, du sixième au septième sicle.

Mais le patriciat burgonde d'Aletheus et de Willibad est pour M. Chaume autre chose qu'une « fonction analogue et supérieure à celle du duc », c'est un « titre personnel et héréditaire », par conséquent indépendant d'une circonscription administrative territoriale[3]. Or la Chronique de Frédégaire nous montre en 642 Willibad levant une armée dans son patriciat « *colligens secum plurema multetudinem de patriciatus sui termenum* »[4]; elle place donc notre patrice à la tête d'une circonscription territoriale, lui assigne par conséquent des fonctions administratives. Les documents ne nous permettent donc pas d'établir une distinction au 7ème siècle entre deux sortes de patriciat, l'un fonctionnaire royal mérovingien, et l'autre héritier d'une dignité qui serait une survivance de

---

[1] P. 9, n. 1. Cf. Abbé M. Chaume, *Le sentiment national bourgignon,* De *Gondebaud à Charles le Téméraire. Notes additionnelles.* I. *Les patrices burgondes. Mémoires de l'Académie ... de Dijon,* avril 1922, p. 261—275.

[2] Cf. Paul E. Martin, *Etudes critiques sur la Suisse à l'époque mérovingienne,* Genève 1910, in-8, p. 359—361.

[3] Abbé M. Chaume dans *Mémoires de l'Académie ... de Dijon,* avril 1922, p. 268 et 270.

[4] Paul E. Martin, *op. cit.,* p. 232.

l'ancienne royauté burgonde. Dans l'ensemble des problèmes étudiés par M. Chaume, ce n'est là sans doute qu'une question très secondaire et d'importance minime, bien que sur cette acception spéciale du patriciat on puisse échafauder toute une théorie sur l'antagonisme ethique et national franco-burgonde. On comprendra dès lors l'importance d'un mémoire où les moindes points de détail peuvent provoquer des discussions d'une porté beaucoup plus considérable et toute l'ampleur des recherches et des théories de M. l'abbé Chaume.

Genève. Paul E. Martin.

MARCELLE DESPOND, *Les Comtes de Gruyère et les guerres de Bourgogne.* — Fribourg, 1925. 109 p. in 8°.

S'il fut jamais, sur le territoire de l'actuelle Confédération, une dynastie unie à son peuple, et demeurée dans son souvenir fidèle, c'est bien celle de ces « rois pasteurs qui régnèrent pendant plusieurs siècles sur les bords de la Sarine » (Hisely, *Histoire du comté de Gruyère,* M. S. R., t. IX, p. VII).

Après avoir attendu longtemps leur historien, les comtes de Gruyère et leurs sujets en obtinrent deux, à peu près à la fois. Le premier fut Emmanuel de Rodt qui, en 1846, employa un tome du *Schweizerischer Geschichtsforscher* pour son ouvrage de valeur: *Die Grafen von Greyers.* Simultanément, le professeur J. J. Hisely travaillait à sa magistrale *Histoire du comté de Gruyère,* qui comporte trois gros volumes des *Mémoires et documents de la société d'histoire de la Suisse romande,* (Lausanne, 1851 à 1857), suivis eux-mêmes par deux volumes de textes *(Monuments de l'histoire du comté de Gruyère),* publiés *post mortem.* Un ami, M. l'Abbé Gremaud achevait l'oeuvre en la complétant.

Bien des décades ont passé et rares ont été les érudits qui se soient mis au service de l'antique maison féodale. Le prestige de leurs devanciers leur en imposait peut-être, bien que, sur plus d'un point, une révision de leurs travaux fût devenue désirable.

Il convient donc de féliciter Mademoiselle Despond de l'avoir entreprise pour ce sujet spécial: *Les comtes de Gruyère et les guerres de Bourgogne,* étude qui lui valut le grade de docteur à l'université de Fribourg. L'auteur a été d'autant mieux inspiré qu'il contribua ainsi, de la manière la plus originale, à la célébration du 450e anniversaire de la victoire des Suisses. Le tirage à part de ce travail étant hors commerce, on le trouvera tout entier dans les *Annales fribourgeoises* de 1925 à 1926.

Le rôle des comtes de Gruyère dans l'histoire générale ne fut jamais plus grande qu'en la seconde moitié du XVe siècle. Leur situation personnelle et politique les mit en évidence, au moment où s'engageait le conflit bourguignon-suisse. Le comte François, revêtu des fonctions les plus hautes à la cour de Savoie, présidait alors aux destinées de la Gruyère.

Mademoiselle Despond dépeint fort bien cet homme perspicace et intelligent qui, vassal de la Savoie, sut maintenir ses positions à l'égard de

Berne et de Fribourg et même se rendre nécessaire, en tant qu'intermédiaire entre ses voisins aux prises. Un fait de première importance auquel l'auteur attache toute son attention, est l'apparition des combourgeoisies locales, conclues spécialement entre Fribourg et les communes de la Gruyère romande, au début des guerres de Bourgogne. C'est en 1475 et 1476, en effet, que furent scellés les traités obligeant Bellegarde (Jaun), puis Gruyères, La Tour de Trême, Montsalvens (Broc, Grandvillard, et environs), Corbières et Charmey à fournir des contingents à Fribourg, et réciproquement. Mademoiselle Despond a le mérite d'avoir aperçu là un problème à résoudre. La prise du château d'Illens, aux portes mêmes du comté, effectuée par les Fribourgeois et les Bernois, le 2 janvier 1475, avait effrayé les communes de la Gruyère. « Elles étaient trop menacées pour ne pas éprouver le besoin de chercher une protection auprès de ceux mêmes qui auraient pu les attaquer » (p. 77). Mais elles le firent sans enthousiasme: « Ces combourgeoisies, conclues sous l'empire de la nécessité, excitèrent le mécontentement dans plusieurs communes » (p. 78), à Vuadens, par exemple. Pourquoi donc et comment ont-elles pu aboutir? Ici Mlle Despond aurait pu faire intervenir plus catégoriquement l'influence du comte qu'elle laisse deviner seulement dans cette phrase: « Par ces traités, le comte de Gruyère avait mis son comté à l'abri, et Berne et Fribourg s'étaient assuré un passage libre pour se rendre dans le pays de Vaud » (page 78). On pourrait difficilement mettre en doute l'action directe de François dans ces événements, car s'il ne signa pas lui-même d'alliance combourgeoisiale, il donna son assentiment à tous ces actes; comme il est improbable que ses sujets en aient pris partout l'initiative, et que Fribourg ne pouvait les y forcer, il faut conclure qu'il les y avait encouragés fortement. Quant à lui, il était obligé de s'en tenir à l'écart, de par ses qualités de vassal et de maréchal de Savoie, mais il prenait les seules mesures efficaces de sauvegarde pour son pays. François mourut en mai 1475; il n'assista donc pas aux grandes opérations militaires, il n'avait pas moins préparé la besogne à son successeur le comte Louis, son fils, qui fut aux côtés des Confédérés pour conserver ses biens.

Mlle Despond s'efforce de mettre quelque clarté dans tous les incidents auxquels ce dernier fut mêlé. Elle le fait avec discernement, et, si elle ne développe pas toujours ses investigations autant qu'il serait souhaitable, elle critique judicieusement les documents qu'elle consulte et les opinions reçues. J'en veux pour preuve sa réfutation (page 91) de Frédéric de Gingins, à propos du combat de La Tine (4 ou 5 avril 1476). Il s'agissait de savoir dans quelles conditions s'était effectuée l'expédition ordonnée par le duc de Bourgogne au sire de Thorrens qui, avec 3000 hommes, aurait dû occuper la Gruyère, et guerroyer ensuite contre Berne et Fribourg. Gingins pensait que cette armée avait passé par Bulle pour se rendre dans le Gessenay, et qu'elle avait été arrêtée au défilé de La Tine. Mlle Despond établit indubitablement que ce fut le contraire qui

eut lieu, et que l'itinéraire suivi fut: Lausanne-Vevey-Jaman-La Tine, où la troupe fut déconfite. On est tenté de regretter qu'en si bon chemin, l'auteur n'ait pas serré de plus près une assez grosse difficulté chronologique et n'ait pas tenté d'expliquer les écarts de date existant entre les différents documents relatifs à l'épisode. Il n'est pas certain qu'en surmontant cet obstacle, on n'eût été amené à quelque découverte, en particulier sur le rôle du capitaine Krebs.

Mais venons-en à l'événement décisif des guerres de Bourgogne: la bataille de Morat. Mlle Despond est à ce propos d'une grande sobriété. Serait-ce par prudence, qu'après avoir cité un texte de Schilling, elle se borne à dire: « C'est malheureusement tout ce que nous savons sur la participation du comte? » (p. 96). Nous sommes moins sûr que ce soit tout ce que l'on peut savoir. Nous craignons que l'auteur n'ait pas tiré tout le parti possible des sources, surtout dans la seconde partie de son étude. On le déplore d'autant plus qu'il s'en faut de bien peu que celle-ci ne puisse être considérée comme définitive.

Avec beaucoup de bon-sens, une qualité maîtresse de l'historien, Mlle Despond revise (p. 96) les calculs de ses prédecesseurs, au sujet du contingent gruyérien à Morat. Elle fixe à 464 hommes le montant total de la troupe, en quoi elle s'éloigne du chiffre exagéré, indiqué par Hisely. C'est parfait si le document qui lui sert concerne bien les guerriers de Morat; or, quoique probable, ce n'est pas certain; on devait au moins noter la difficulté, et faire la critique d'une pièce, publiée par Ochsenbein dans *Die Urkunden der Belagerung und Schlacht bei Murten* (Fribourg, 1876, 4°, p. 612), mais aussi par J. H. Thorin, dans sa *Notice historique sur Gruyère* (Fribourg, 1881, 8°, p. 370—374), que notre auteur ne cite pas, reproduite enfin d'après Thorin par Ed. Diricq (*Gruyères en Gruyère,* Lausanne, éd. Spes, 1921, p. 68—73), toutes éditions défectueuses d'ailleurs, y compris celle d'Ochsenbein qui servit à Mlle Despond, tandis qu'il en parut une exacte, le 7 mai 1876, dans *Le Fribourgeois,* due à l'archiviste d'Etat Schneuwly. Un autre écrivain vient tout récemment de se livrer à la même recherche; mais tandis que Mlle Despond procède avec méthode, M. de Vallière dans son livre sur *Morat* (p. 113) se contente d'affirmations trop faciles; c'est ainsi qu'il compte environ 600 hommes, comprenant dans ce nombre les gens de Palézieux, d'Oron et d'Aubonne, alors que l'auteur précédent a soin de constater que ces seigneuries, ayant été séquestrées par Jacques de Romont, ne purent fournir aucun soldat. En résumé, bien que fort avancée par Mlle Despond, la question du contingent reste ouverte.

Il est un autre point beaucoup plus intéressant où son opinion diffère essentiellement de celle de M. de Vallière; il s'agit du pillage de Lausanne après la défaite du Téméraire. On sait que Diebold Schilling est le seul chroniqueur à en mettre la responsabilité sur les Gruyériens, d'où plusieurs ont supposé qu'il le faisait par malveillance. Tel Hisely, et, plus récem-

ment, M. F. Reichlen dont l'article: *Le comté de Gruyère et les guerres de Bourgogne (Revue historique vaudoise,* nov.-déc. 1909) manque à la bibliographie de Mlle Despond. M. de Vallière soutient, après eux, que « le souvenir du comte Louis est injustement mêlé au pillage de Lausanne » (*Morat,* p. 213). Encore que Schilling ne soit peut-être pas tout à fait impartial, et qu'il cherche à atténuer la responsabilité des Bernois qui vinrent en second à Lausanne, il est impossible de nier la part prépondérante des Gruyériens dans cette expédition. Les comptes de la ville de Lausanne sont là pour l'affirmer, et Mlle Despond (p. 97—98) n'a pas de peine à le démontrer, suivant en cela l'avis de Gustave Tobler, l'éditeur de la *Berner-Chronik des Diebold Schilling* (t. II, p. 58, note 2), auquel il convient d'ajouter celui de M. Maxime Reymond (*La guerre de Bourgogne et Lausanne,* dans *Revue historique Vaudoise,* 1915, p. 195—196). Certains s'offusquent aujourd'hui de ce fait irréfutable; c'est méconnaître les circonstances où il se produisit. Mlle Despond les explique de la façon la plus plausible, par l'hostilité du comte de Gruyère contre celui de Romont, baron de Vaud, qui avait érigé Lausanne en une sorte de capitale, lors de la préparation de la campagne. Le pillage était donc une vengeance à l'adresse d'un ennemi ayant envahi les territoires de la maison de Gruyère, en même temps qu'un dédommagement pour des vainqueurs qui, selon la coutume de l'époque, voulaient leur récompense.

Avant de terminer cet article, nous signalerons à ceux qui s'intéressent à l'histoire des monuments, une note (p. 18) concernant l'immeuble que posséda le comte François, à Genève, et qui devint successivement le couvent des Clarisses, puis l'hôpital-général, enfin l'actuel Palais de Justice, dont M. Edouard Boleslas a développé les destinées devant la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, le 8 novembre 1923 (cf. *Bulletin* de la dite société, t. V, livr. 1, p. 15). Après nous être astreint à quelques critiques, nous tenons à louer la clairvoyance de l'auteur et la justesse de ses idées générales; le plus grand reproche que nous lui adressons: affectionner le laconisme, contient en soi un éloge. N'est-ce point le signe qu'on trouve plaisir et profit à lire son ouvrage, puisqu'il paraît trop court?

Bulle. Henri Naef.

Neue Beiträge zur Wirtschaftsgeschichte der Schweiz.

Die Wirtschaftsgeschichte unseres Landes ist auch in ihren wesentlichsten Teilen noch so wenig durchforscht, daß man es mit großer Befriedigung begrüßen muß, daß seit einigen Jahren Untersuchungen über Einzelfragen aus diesem Gebiete in rascher Folge erscheinen. Die Quellenbestände sind so groß, daß nur durch erschöpfende Behandlung kleiner Teilgebiete wirkliche Fortschritte erzielt werden können. Dabei bleibt allerdings immer die Gefahr, daß die Verfasser solcher Arbeiten über Einzelfragen eines einzelnen Gebiets nicht genügend Vergleichsmöglichkeiten mit den Verhältnissen — ähnlichen oder gegensätzlichen — anderer

Gebiete besitzen und daß deshalb die Ergebnisse einseitig und weniger ergiebig ausfallen, als es der Stoff selbst gestatten würde.

Die hier zur Besprechung stehenden vier Dissertationen bringen alle willkommene Erweiterungen unserer Kenntnisse. Ich möchte an die Spitze die Arbeit von Werner Schnyder über die «Bevölkerung der Stadt und Landschaft Zürich vom 14.—17. Jahrhundert»[1] stellen, da sie am meisten unmittelbar greifbare Ergebnisse vorlegt. Schnyder befaßt sich mit dem Problem der Bevölkerungsstatistik vom Mittelalter bis in die neuere Zeit hinein überhaupt und erläutert seine Gedanken jeweilen mit dem Beispiel Zürichs. Hier stehen ja glücklicherweise seit dem 14. Jahrhundert besonders reiche Quellen für Stadt und Land zur Verfügung. Dieser Stoff ist in einem derart weiten Umfange herangezogen und die Bearbeitung ist in so klarer Weise erfolgt, daß hier ein Beitrag zur schweizerischen Bevölkerungsstatistik zu Stande gekommen ist, wie wir bisher leider nur ganz wenige haben. Ja man darf ruhig sagen, daß auf diesem Gebiet wenig gleichwertige Arbeiten überhaupt bestehen.

Die Schwierigkeit bei derartigen Untersuchungen besteht immer in der Auswertung der Quellen. Wir haben ja für das Mittelalter und bis weit in die neuere Zeit hinein nirgends eigentliche Zählungen der Bevölkerung. Wohl hat man in einzelnen Städten bei besondern Gelegenheiten «Zählungen» veranstaltet, meist vor Belagerungen, in Kriegen u. s. w., wenn man den Lebensmittelbedarf feststellen wollte. Hiebei erhebt sich aber immer sofort die Frage, wie weit diese Volkszählungen wirklich die gesamte Bevölkerung umfassen oder welche Gruppen wohl angesichts des praktischen Zwecks der Zählung ausgelassen worden sind. Zu ganz bestimmten Schlüssen zu kommen ist dabei also immer noch sehr schwierig. Derartige Quellen erster Ordnung kennen wir in der Schweiz bisher nur aus Freiburg; Buomberger hat sie bearbeitet. Im übrigen ist man darauf angewiesen, aus andern statistischen Aufstellungen lediglich Rückschlüsse auf die Bevölkerung zu ziehen. Es kommen da in Betracht Verzeichnisse der Wehrfähigen, Zinsbücher, Kirchenbücher und vor allem Steuerbücher. Solche sind wenigstens für einzelne Jahre für eine große Zahl der mittelalterlichen Städte vorhanden. Wenn es also gelingen würde, befriedigende Rückschlüsse aus ihnen auf die Bevölkerungszahl zu ziehen, wäre es möglich, für die meisten mittelalterlichen Städte die Bevölkerung wenigstens ungefähr anzugeben. Aber die Art der Steuererhebung ist so verschieden, die Form der Steuerbücher ist derart mannigfaltig, daß eine allgemeine Regel hier nicht gelten kann. Es bleibt nichts anderes übrig, als in jedem Einzelfall die Art der Steuererhebung ganz genau zu untersuchen und dann so gut als möglich die Schlüsse auf die Bevölkerungsgröße zu ziehen. Dies erfordert eine mühsame Arbeit, kann aber allein zum Ziele führen. Dabei muß man sich jedoch immer der Tatsache bewußt bleiben, wie viel trotz-

[1] Zürich, Leemann, 1925. 130 S.

dem noch auf das subjektive Urteil ankommt und mit wie vielen « Unbekannten » man auch im besten Falle rechnet.

Alle diese Schwierigkeiten hat Schnyder in vollem Umfange gekannt und berücksichtigt. Er hat seine Quellen aufs sorgfältigste bearbeitet und gewertet. So ist er schließlich zu der Feststellung der Zürcher Bevölkerung für eine ganze Reihe von Zeitpunkten seit dem 14. Jahrhundert gekommen. Besonders wertvoll ist es dann auch, daß dasselbe für das ausgedehnte Zürcher Landgebiet möglich ist. Schnyder kommt wieder einmal zu wesentlich niederern Zahlen, als man bisher angenommen hat. So gibt er für das erste in Betracht kommende Jahr 1357 6000 Einwohner an, welche Zahl bis 1376 auf etwas über 5000 sinkt. Am Anfang des 15. Jahrhunderts war dann wieder beinahe die alte Ziffer erreicht. Nach der Krise des alten Zürichkriegs betrug die Bevölkerung nicht mehr viel über 4000 und zwanzig Jahre später, 1467, war das fünfte Tausend immer noch nicht erreicht. Alle diese Zahlen stellen übrigens nach Schnyder Höchstzahlen vor! Diese Ergebnisse bestätigen das allgemeine Bild, das man sich vom Gang der wirtschaftlichen Entwicklung gemacht hat: Hohe Blüte seit unbekannter Zeit bis in die zweite Hälfte des 14. Jahrhunderts, dann Stillstand, ja immer mehr Rückgang. Schließlich kam der schwere Schlag des Krieges mit den Eidgenossen und darauf eine langsame Erholung, die nicht mehr zur alten Blüte führte.

So zuverlässig nun die Berechnungen Schnyders sind und so richtig sicher das Verhältnis zwischen den verschiedenen Zeitpunkten getroffen ist, so kann ich doch eine Bemerkung nicht unterdrücken: Die Zahlen Schnyders erscheinen mir Mindestgrößen zu sein. Die von ihm für die Haushaltung angenommene Kopfzahl von $3^1/_2$—4 will mir zu niedrig erscheinen. Diese kann, wenigstens für einzelne Zeiten, sehr wohl bis gegen fünf hinauf gestiegen sein. Damit würde natürlich auch die errechnete Bevölkerungszahl Zürichs ziemlich höher, der Unterschied aber von der Höchstzahl 1357 zur niedersten 1444 noch wesentlich größer. Auf jeden Fall bleibt eben auch hier in der Rechnung ein x.

Vermißt habe ich die Angabe der Gesamtzahl aller Steuernden für alle in Betracht kommenden Jahre. In der Literatur wäre nachzutragen, daß der zusammenfassende Aufsatz von Inama-Sternegg im Handwörterbuch der Staatswissenschaften seit 1924 in dessen 5. Auflage in einer Umarbeitung von Häpke vorliegt. Der Arbeit von Schnyder ist eine Karte der Bevölkerungsdichte der Landgemeinden des Kantons Zürich im Jahre 1467 beigegeben, was sehr zu begrüßen ist. Nur scheint mir die technische Herstellung dieser fünffarbigen Karte völlig verfehlt zu sein. Die Farben sind nämlich so gewählt, daß keinesfalls das Bild der steigenden Dichte herauskommt. Mit einer schwarz-weißen Karte wäre dieser Zweck viel besser zu erreichen gewesen. Ganz störend wirkt die grüne Farbe für die noch nicht zürcherischen Gemeinden. In dieser Form erfüllt die Karte

so die unbedingt zu stellende Hauptforderung nicht, ein klares Bild zu geben.

Auch die aus der Schule Hermann Bächtolds hervorgegangene Dissertation über das Basler Zollwesen von Ernst Saxer[2] legt sehr viel Gewicht auf den größern Zusammenhang, sie will ein Beitrag zur allgemeinen Zollgeschichte sein. Die infolge des Nebeneinanders von bischöflichem und städtischem Zoll sehr verwickelten Basler Verhältnisse werden deshalb in erster Linie so weit behandelt, wie sie für die Streitfragen aus dem mittelalterlichen Zollwesen von Bedeutung sind. Die Untersuchung ist klar und einleuchtend, so weit das beurteilt werden kann, ohne das zu Grunde liegende Urmaterial zur Hand zu haben. Der Aufbau des Basler Zollwesens und seine allmähliche Umformung und Erweiterung wird eingehend geschildert. Das reiche Basler Material mit seiner fast verwirrenden Fülle von Angaben ist in umfassender Weise herangezogen worden und die Arbeitsweise ist einwandfrei. So wird man hier für die Zukunft ein brauchbares Fundament haben.

Es kann sich allerdings erst um ein Fundament handeln, da alles, was nicht mit den theoretisch wichtigen Fragen unmittelbar zusammenhängt, weggelassen ist. Man kann ja über die Begrenzung seiner Arbeit mit dem Verfasser selbstverständlich nicht rechten, gewisse Übelstände ergeben sich aber bei diesem Vorgehen doch. Es wäre zum Beispiel sehr erwünscht, die verschiedenen Zolltarife, auf die sich der Verfasser fortwährend beruft und von denen nur einer gedruckt ist, vor Augen zu haben. Erst dadurch wäre die Möglichkeit geboten, den Ausführungen nachprüfend zu folgen. Auch wäre es erwünscht, genaue Auskunft über die Gründe der Datierung der meist undatierten Tarife zu erhalten. Bei einem Abdruck der Tarife wäre vor allem auch die Warengeschichte auf ihre Rechnung gekommen, die jetzt ganz unter den Tisch gefallen ist. So sind leider die für die Handelsgeschichte aus dem Basler Zollwesen zu schöpfenden Aufschlüsse diesmal nicht geliefert worden. Diese Lücke sollte bald einmal geschlossen werden.

Eine umfangreiche Arbeit hat G. Baumann über das «bernische Straßenwesen bis 1798»[3] geschrieben. Allerdings ist reichlich ein Drittel dem Mittelalter gewidmet und bietet eine Geschichte von Handel und Verkehr. Neues ist hier sozusagen nichts beigebracht worden, nachdem die Dissertation von Emil Audétat vor wenigen Jahren dies ganze Gebiet behandelt hat. Im Gegenteil muß man feststellen, daß die ganze ausführliche Darstellung weniger gut gelungen ist als bei Audétat. Merkwürdig ist dabei, daß dem Verfasser meine eigene bereits 1921 erschienene Dissertation über «Freiburg und Bern und die Genfer Messen» entgangen ist, die in vielen Punkten seine Darstellung überholt und berichtigt. Dieser

[2] Das Zollwesen der Stadt Basel bis zum Anfang des 16. Jahrhunderts. Stuttgart, W. Kohlhammer, 1923. 170 S.

[3] Bern, Haupt, 1925. 170 S.

ganze Teil der Arbeit ist also so gut wie nutzlos und hätte die Zusammenfassung der über die Straßen bekannten Tatsachen auf einigen wenigen Seiten recht gut vertragen.

Wirklich Neues und Interessantes bietet Baumann erst für das 16. und besonders für das 17. und 18. Jahrhundert. Hier gibt er uns ein gutes Bild der planmäßigen und zielbewußten Wirksamkeit der altbernischen Staatskunst auf einem Einzelgebiet. Was hier zum großen Teil aus bisher unbenutztem Quellenstoff aus den so überaus reichen Beständen des bernischen Staatsarchivs geboten wird, gibt ein anschauliches Bild von der reichen Kulturarbeit, die in einer sonst nicht durchweg erfreulichen Zeit geleistet wurde. Das hier Gesagte geht übrigens nicht nur den heutigen Kanton Bern an, sondern auch die Waadt und sehr stark den Aargau. Der beste Abschnitt ist wohl der über die großen Straßenbauten des 18. Jahrhunderts.

Mit einem andern Gebiet bernischer Verwaltungsgeschichte hat sich Max Beck befaßt. Seine Arbeit über das «bernische Zollwesen im 18. Jahrhundert»[4] enthält eine Schilderung des Zollwesens nach der Verstaatlichung und Vereinheitlichung im deutschen Gebiet im Jahre 1713. Die Einleitung ist dürftig und unvollständig; das ältere bernische Zollwesen bleibt erst noch zu schildern. Für das 18. Jahrhundert aber erhalten wir gerade wie bei Baumann einen Einblick in die geordnete und sachgemäße bernische Verwaltung. Hier ist aus den Quellen allerlei Neues beigebracht worden. Aber die Durchdringung des Stoffes und die Gestaltung und Auswertung ist freilich mit den Arbeiten von Schnyder und Saxer nicht zu vergleichen. Der Kartenbeilage, die an und für sich ja sehr zu begrüßen ist, fehlt es an Übersichtlichkeit. Mit etwas andern Zeichen und der Verwendung von Rastern für die Darstellung des Gebiets hätte sich das beheben lassen.

Aarau. Hektor Ammann.

DR. CARL ROTH und Lic. Theol. PH. SCHMIDT, Bibliothekare an der Universitätsbibliothek zu Basel. *Handschriftenproben zur Basler Geistesgeschichte des 15. und 16. Jahrhunderts* (ausgewählt, transcribiert, übersetzt und erläutert). Basel, 1926, Verlag von Rudolf Geering.

Dieses schon durch seine einfache und gediegene Ausstattung ansprechende Werk enthält 30 Tafeln mit ganz vorzüglichen Abbildungen von Schriftstücken, deren ältestes ins Jahr 1435, deren jüngstes ins Jahr 1593 fällt. Jeder Tafel ist ein Blatt beigegeben, das auf der Vorderseite eine historische Einführung zum abgebildeten Text, auf der Rückseite dessen Übertragung und daneben die deutsche Übersetzung enthält. Ein kurzes Vorwort, dem das Verzeichnis der Subscribenten voraufgeht und die Inhaltsübersicht mit den Namen der Verfasser der einzelnen Schriftstücke, wobei die Form «Plater» unter Nr. 25 besser weggeblieben wäre, sowie die Angabe der Fundorte der Originale folgt, unterrichtet über die Beschaffen-

[4] Bern, Haupt, 1923. 82 S.

heit und den Zweck der ganzen Sammlung. Dieser Zweck soll ein doppelter sein.

Erstens soll das Werk als Hilfsmittel zum Studium der Schrift des ausgehenden 15. und des 16. Jahrhunderts dienen. Es ist, wie auch die Herausgeber bemerken, nicht das erste dieser Art, trotzdem aber schon als solches willkommen. Denn je mehr sich, wie bekannt, die Schrift in jener Zeit individualisiert, um so erwünschter muß eine Bereicherung der einschlägigen Lehrmittel sein, zumal wenn dieses wie hier in einer, alle Anforderungen befriedigenden Weise hergestellt wird. Bei der Transcription der Texte haben die Herausgeber sich ganz genau an die Wortformen ihrer Vorlagen gehalten, ein Verfahren, das, auch abgesehen von der Verwendung der Tafeln als Unterrichtsmittel, durchaus zu billigen ist. Hingegen war es wohl kaum nötig, diesen Grundsatz auch auf die Wiedergabe der ohnehin so fragwürdigen Interpunktion jener Zeit auszudehnen und damit den Lesern eine Erleichterung zu rauben, die keine nennenswerte Abweichung von dem alten Schriftbilde bedingt, die jedoch, besonders bei einer etwas undurchsichtigen Satzbildung, sehr ungern vermißt wird.

Auf die Transcription haben die Herausgeber ersichtlich alle erforderliche Sorgfalt verwendet. Trotzdem sind auch sie dem unvermeidlichen Schicksal nicht entgangen, daß Druckfehler stehen blieben und Lesefehler sich eingeschlichen haben. Da die meisten Druckfehler an Hand der Tafeln leicht korrigiert werden können, brauchen hier bloß die angeführt zu werden, von denen das nicht ohne weiteres gilt: Tfl. 1, Z. 16 der Transcription: super tapetiis statt tapetus, Tfl. 20, Z. 28: qui statt qua, Tfl. 21, Z. 11 v. u.: desiderio statt desidero, Tfl. 28, Z. 7: praesens statt presens, Tfl. 30, Z. 10 v. u.: dictitavit statt dictavit. — Die Lesefehler sind zu Nutz und Frommen der Benützer der Schriftproben in der Anmerkung zusammengestellt.[1] Endlich sind noch zwei allgemeine Bemerkungen anzubringen. Die erste betrifft das sog. geschwänzte e, das die Herausgeber, denen seine Herkunft aus der Ligatur æ ohne Zweifel wohl bekannt ist, entgegen ihrer sonstigen Genauigkeit nur mit einem einfachen e wiedergegeben haben. Dadurch wird aber dem Leser die Tatsache verschleiert,

---

[1] Tfl. 2. Z. 2 der Transcription: selbs statt selben, Z. 5: eym statt eynem wamsch, Z. 12 v. u.: dienstag statt donstag. — Tfl. 3: Es fehlt oben: folium I, unten: A; Absatz 3, Z. 1: scribit statt inscribit. — Tfl. 6: Es fehlt die doch auch von Louber herrührende Überschrift: Titulus psalterium glosatum et conscriptum per Alantsee F. rot XCVIII, Z. 6: Alamannie statt Alamaniae, Z. 7: Cartusiensis statt Cartusiensium; n i e Gen. plur. — Tfl. 9, Z. 5 und 6: min statt myn. — Tfl. 12, Z. 47: ingrederentur etiam templum statt ingrederentur in templum. — Tfl. 15, Z. 3 v. u.: quicquam statt quodcumque. — Tfl. 26, Z. 11: videbare statt videbaris. — Tfl. 28, Z. 14: queso statt ipse; Absatz 2, Z. 2: commendatitias und Z. 3: commendatitiis statt commendalitias und -litiis. — Im Anschluß hieran sei ferner bemerkt, daß die Randvermerke auf Tfl. 2 nicht in den Text einzuschalten waren, weil keine Verweisungszeichen da sind, sondern jeweilen dem betreffenden Abschnitt hätten vorangestellt werden sollen.

daß das geschwänzte e noch von den Gelehrten jener Zeit geschrieben wurde, die sich auch der Bedeutung dieser Form vollkommen bewußt waren, wie der häufig vorkommende Wechsel von e und æ bei demselben Schreiber deutlich zeigt. Die zweite Bemerkung gilt der Kürzung « dz ». Denn als solche muß diese Buchstabenverbindung aufgefaßt werden, die demnach nicht mit « daz », sondern mit « das » aufzulösen ist.

Die deutschen Übersetzungen der Tafeltexte sind sehr gut geraten und die schwierige Aufgabe, eine Übersetzung zu liefern, die, ohne sich von ihrer Vorlage zu weit zu entfernen, nicht nur in einem lesbaren, sondern gefälligen Deutsch abgefaßt ist, wurde hier in sehr anerkennenswerter Weise gelöst.

Das Werk soll aber zweitens, und wie schon der Titel zeigt, hauptsächlich ein Beitrag zur Kulturgeschichte Basels sein. Diese weit höhere Bestimmung, die die Schriftproben aus dem engen Rahmen eines bloßen Lehrmittels oder Schaubuches heraushebt und die zweifellos der eigentliche Antrieb zu seiner Entstehung war, suchten die Herausgeber sowohl durch die abzubildenden Schriftstücke selbst, als auch durch Mitteilungen über deren Verfasser zu erreichen. Und beides ist ihnen in hohem Grade gelungen. Deshalb waren sie bemüht, solche Schriftstücke zu finden, die an sich inhaltlich interessant und zugleich geeignet sind, auf Geist und Charakter ihrer Urheber ein möglichst helles Licht zu werfen. Schon aus diesem Grunde überwiegt der Brief, der ja, zumal wenn er ohne Rücksicht auf die Öffentlichkeit abgefaßt wird, vor allen anderen Arten schriftlicher Überlieferung den Vorzug hat, ein mehr oder weniger getreues Spiegelbild seines Verfassers zu sein. Zudem wurde die ausgiebige Verwendung von Briefen den Herausgebern dadurch nahe gelegt, daß sie als Beamte der Basler Universitäts-Bibliothek sich wiederholt mit der dort aufbewahrten großen Briefsammlung, die hauptsächlich aus den Originalkorrespondenzen baslerischer oder in Basel verweilender Gelehrter besteht und einen überaus kostbaren, als Geschichtsquelle ganz unschätzbaren Bestand der Anstalt bildet, beschäftigt haben und so besser als sonst jemand in der Lage waren, den Reichtum und Gehalt dieser Sammlung immer aufs neue einzusehen und zu würdigen. So enthalten die Tafeln überwiegend Briefe und bloß sieben Tafeln andere Aufzeichnungen, nämlich: Tfl. 1 ein Stück aus dem Reisebericht des Johann von Ragusa über seine Fahrt nach Konstantinopel von 1435, Tfl. 2 eine Seite aus dem Haushaltungsbuche des Basler Bischofs Johann von Venningen aus dem Jahre 1460, Tfl. 3 den Entwurf einer Predigt des Johann Heynlin von Stein aus dem Jahre 1474, Tfl. 6 einen von Jakob Louber zwischen 1505 und 1513 gemachten Bucheintrag, Tfl. 23 ein in die Jahre 1553—61 fallendes Neujahrsgedicht des Sebastian Castellio, Tfl. 24 den Anfang der von Heinrich Pantaleon verfaßten Einleitung zu der auf das Jubiläum von 1560 neu angefertigten Matrikel der medizinischen Fakultät und Tfl. 27 Aufzeichnungen des Basler Chronisten Christian Wurstisen aus den Jahren 1571/72. Schon diese kurze Übersicht läßt auf

einen interessanten Inhalt der einzelnen Schriftstücke schließen, die in Verbindung mit den Briefen, die von Männern wie Sebastian Brant, Johann und Hieronymus Froben, Erasmus, Oecolampad, Sebastian Münster, Paracelsus, Vesal, Thomas Platter u. a. herrühren, beweisen, daß die Herausgeber die Auslese mit reiflicher Überlegung getroffen und die Schwierigkeiten, die ihnen aus der Durchsicht der gewaltigen Stoffmasse erwuchsen, mit Geschick überwunden haben.

Vollends alles Lob gebührt den schon früher erwähnten, jeder Tafel beigegebenen Einleitungen, die außer einem kurzen Lebensabriß auch eine Charakteristik des Verfassers des folgenden Dokumentes und Angaben über die näheren Umstände seiner Entstehung enthalten, wobei ganz ungesucht auf mannigfache, teilweise reizvolle Beziehungen zwischen den verschiedenen Verfassern hingewiesen werden konnte. Obwohl nun die Herausgeber absichtlich alle Belege und literarischen Nachweise bei Seite gelassen haben, dürfte selbst der Laie merken, was der Fachmann klar erkennt, daß nämlich diese Mitteilungen keine bloßen oberflächlichen Kompilationen, sondern das Ergebnis eigener und mitunter recht eindringender Studien sind. Sicherlich wird diese gut geschriebenen und scheinbar so leicht hingeworfenen Skizzen, mit deren Inhalt man sich fast durchwegs ganz einverstanden erklären kann, jeder mit Vergnügen lesen. Es geschieht daher nicht aus Mißtrauen gegen die Herausgeber, wenn hier ein Wort des Bedauerns über das Fehlen des von ihnen vielleicht aus zu großer Ängstlichkeit gemiedenen gelehrten Apparates eingeflochten wird. Allein die Möglichkeit, mit dessen Hilfe sich noch rasch über vorkommende Personen oder Tatsachen weiter unterrichten zu können, wäre wahrscheinlich doch manchem Leser erwünscht und gewiß ein Weg zu finden gewesen, z. B. durch eine andere Druckanordnung, um diesem Apparat einen unauffälligen Platz anzuweisen. — Auf jeden Fall aber haben die Herausgeber es verstanden, einen Kreis von Männern, die an den großen wissenschaftlichen und religiösen Bestrebungen ihrer Zeit tätigen Anteil genommen, von denen mehr als einer einen starken Einfluß auf sie ausgeübt und dadurch sich und der Stätte seiner Wirksamkeit Ruhm bei der Mitwelt und den dauernden Anspruch auf Anerkennung bei der Nachwelt erworben hat, den Lesern nahe zu bringen. — Damit ist aber auch der Zweck des ganzen Werkes in befriedigender Weise erreicht und es wäre ihm nur zu wünschen, daß es eine diesem Zwecke entsprechende Verbreitung fände. Zum Schlusse sei auch noch der Basler Universitäts-Bibliothek gratuliert, daß sie Beamte hat, die neben dem voll gerüttelten Maß von Arbeit im Dienste der Anstalt Lust und Zeit zu rein wissenschaftlicher Tätigkeit finden, besonders wenn diese so gute Früchte trägt wie die vorliegenden Schriftproben.

Basel. Rudolf Thommen.

EMIL MAJOR: *Erasmus von Rotterdam* (Virorum Illustrium Reliquiae I). Basel, Frobenius A. G.

Eine Sammlung von guten Reproduktionen nach Porträts des Erasmus von Rotterdam ist hier mit Abbildungen ihm gehörender Gegenstände, auch mit Dokumenten, die sich auf sein Leben beziehen, vereinigt. Bei dem regen Interesse, das die Gestalt des großen niederländischen Gelehrten immer umgibt, kann der Gedanke, die « Erasmus - Andenken » in Bild und Wort zu vereinigen, als glücklich bezeichnet werden. Die Ausführung zeugt von Sorgfalt und Umsicht des Herausgebers.

Eingeleitet wird die Sammlung durch eine lebendig geschriebene Lebensskizze des Gelehrten. Es folgen in ursprünglichem Text mit beigefügten deutschen Übersetzungen einige Briefe und Briefstellen, das Doktordiplom (aus der Basler Universitätsbibliothek), das auch auf einer Tafel abgebildet ist, ein Butterbrief (Erlaubnis zum Essen von Fleisch, Eiern, Butter und Käse in der Fastenzeit), die Grabschrift, mit besonderer Tafel, zwei Testamente von 1527 und 1536, Inventare seines Besitztums und seines Nachlasses, mit Anmerkungen und lateinischem Glossar, sowie einem ausführlichen Personenregister und einem Literaturverzeichnis. Bei den Tafeln finden wir die verschiedenen Porträts des Erasmus, die wohl am meisten interessieren werden: u. a. das in Rom befindliche von 1517 von Quentin Massys, das den 51-Jährigen bereits mit jenem Zuge der Resignation zeigt, der die spätern Bilder kennzeichnet, ferner eine Kohlezeichnung von Albr. Dürer von 1520, ein Kupferstich von 1526, das allgemein bekannte Bild von der Hand Holbeins von 1523, sowie vier weitere des gleichen Künstlers von 1523, 30, ca. 31, 1531/32. Diese Bilder wirken zusammen und ergänzen sich, um uns den feinen Gelehrtenkopf und die sensible Art des Erasmus lebendig zu machen. Aus den Gegenständen heben wir hervor: den Dolch, einen Deckelbecher von 1525, die Sanduhr und die bekannte Erasmustruhe des Bonifacius Amerbach. Diese Gegenstände befinden sich im Historischen Museum Basel.

Neben der besondern Bedeutung, die die Sammlung für die nähere Kunde von Erasmus hat, besitzt sie auch allgemeinen kultur- und kunstgeschichtlichen Wert. Sie zeigt, wie der Besitz und die Umgebung eines wissenschaftlichen Grandseigneurs aus der Humanistenzeit aussah. Die gepflegte Art des Erasmus kam nicht von ungefähr; er besaß (dieses «Kammerdienergeheimnis» verrät uns schon die erwähnte Lebensskizze (S. 25)) eine kugelige Riechdose aus Silber, 31 Barbiertücher, drei Bürsten und ein Ohrlöffelchen. Und daß die Kunst des Erasmus keine brotlose war, zeigt die stattliche Zahl von 1622 Goldstücken, die das Inventar aufweist, wobei die Silbermünzen gar nicht gezählt werden!

Es wird gewiß niemand glauben, die geistige Bedeutung des Erasmus aus Äußerlichkeiten dieser Art fassen zu können. Aber solche Züge gehören mit zum anschaulichen Bild des Humanistenfürsten. Auch zeigt die vorliegende Publikation aufs neue, wie aus den früher oft nicht nach ihrem

wahren Wert geschätzten historischen Sammlungen eine Fülle von Einzelzügen sich erschließen lassen, die dazu wesentlich beitragen, das Bild einer Zeit zu bereichern und zu veranschaulichen.

St. Gallen. W. Ehrenzeller.

ARTHUR BŒHTLINGK: *Der Waadtländer Friedrich Cæsar Laharpe, der Erzieher und Berater Alexander I. von Rußland, des Siegers über Napoleon I. und Anbahner der modernen Schweiz.* — Bern und Leipzig [1925], Ernst Bircher. 2 volumes, 365 et 459 pages.

Frédéric César Laharpe, l'homme politique vaudois qui a joué un rôle si important dans les évènements qui amenèrent la fin de l'ancienne Confédération; Laharpe, l'un des personnages de premier plan du temps de l'Helvétique; Laharpe, l'ancien précepteur de l'empereur de Russie Alexandre I resté son ami, n'avait pas encore une biographie digne de lui. Nul n'avait pu utiliser les nombreux documents qu'il a laissés, en particulier son immense correspondance. Aussi tous ceux qui s'intéressent à notre histoire attendaient avec impatience le livre auquel travaillait, depuis un demi-siècle, M. Arthur Boehtlingk. L'ouvrage a enfin paru, à la fin de 1925, en deux beaux volumes qui renferment ensemble plus de 800 pages.

L'auteur se trouvait dans des circonstances particulièrement favorables. Petit-neveu de Madame F. C. Laharpe née Boehtlingk, qui appartenait à une famille de marchands allemands établie à Saint-Pétersbourg, il a pu consulter des papiers jalousement conservés, et sa connaissance du russe lui a permis d'utiliser de nombreux ouvrages écrits dans cette langue sur Alexandre I, sa famille et son temps. Il est d'une rare conscience, d'une érudition extraordinaire: il a tout lu. On pourrait même dire que cette érudition a nui à la composition de son livre. On perd de vue Laharpe dans les nombreuses pages si vivantes consacrées aux dernières années du règne de Catherine, aux intrigues de cour qui s'entre-croisent, à la fin tragique de l'empereur Paul (une des parties les plus intéressantes de l'ouvrage, les plus nouvelles aussi pour qui ne sait pas le russe); on ne l'oublie pas moins pendant les interminables résumés de la politique et des guerres de l'époque napoléonienne.

* * *

Avec sa nature enthousiaste, passionnée, sincèrement éprise de liberté, Laharpe voulut dès son adolescence, dès son séjour à cet institut, d'esprit si moderne, de Haldenstein près Coire, délivrer un jour sa petite patrie vaudoise du régime bernois. Pour former ce projet, il n'attendit point d'avoir des griefs personnels contre Leurs Excellences, c'est là un point important bien établi par M. B., mais naturellement ces griefs ne purent ensuite que fortifier sa résolution. Il était décidé à quitter l'Europe pour se rendre en Amérique quand on lui offrit d'accompagner dans un

voyage en Italie deux jeunes Russes protégés par l'impératrice Catherine. Celle-ci, fort satisfaite de la façon dont ils s'était acquitté de sa tâche le chargea peu après de donner des leçons à ses deux petits-fils Alexandre et Constantin. Elle sut apprécier son mérite et bientôt Laharpe gagna non seulement la confiance et l'affection de ses jeunes élèves, mais conquit sur leur esprit — en particulier sur celui d'Alexandre, de beaucoup le plus intelligent des deux princes — un ascendant durable. L'enseignement qu'il leur donna était connu d'une façon générale, mais sur ce sujet M. B. fournit des détails très précis et du plus haut intérêt.

Les idées politiques de Laharpe étaient fort avancées, Catherine le savait; cependant elles ne lui nuisirent point, et si elle finit par le congédier, c'est parce qu'il refusa de s'associer à son plan de désigner son petit-fils Alexandre comme son successeur direct au lieu de son fils Paul. Laharpe se rendit alors à Paris et bientôt il devint le plus actif des réfugiés suisses qui préparaient dans la capitale française l'intervention de l'étranger dans les affaires de leur patrie. C'est lui qui rédigea la pétition fameuse du 9 décembre 1797 qui réclamait du directoire son appui en faveur des droits du peuple vaudois, cela en vertu d'un prétendu acte de garantie du traité de Lausanne de 1564 accordé l'année suivante par le roi Charles IX. Il est regrettable que M. B. ne s'occupe pas avec plus de détails de cette pétition dont les conséquences furent si graves. Emile Dunant en a retrouvé le texte que M. B. ne semble pas connaître exactement. Pierre Vaucher avait déjà fait justice de l'argumentation de Laharpe dans l'Indicateur d'histoire suisse de 1888.

On a jugé avec une juste sévérité — Oechsli en particulier — l'acte de Laharpe. En vain M. B. cherche à excuser ce dernier en répétant qu'il considérait comme sa patrie le Pays de Vaud; décidé à le délivrer de la sujétion bernoise, il était prêt, pour y arriver, à accepter son annexion à la France. Les historiens suisses continueront à estimer que Laharpe commit alors une lourde faute, pour ne pas employer une expression plus sévère, une faute qui pèsera toujours sur sa mémoire. Lui-même put s'apercevoir bientôt de son erreur; devenu membre du directoire helvétique, il voulut la réparer jusqu'à un certain point par le courage et la dignité avec lesquels il chercha à défendre les intérêts de la Suisse entière, qu'il considéra toujours plus comme sa véritable patrie, contre les pillages de ses prétendus libérateurs.

Son activité en qualité de membre du gouvernement helvétique ne fut pas heureuse. Sans doute la tâche était si ardue que nul n'aurait pu venir à bout des difficultés de la situation où la Suisse se trouvait, mais, quoiqu'en dise M. B., Laharpe, malgré ses excellentes intentions, malgré son honnêteté et son activité, semblait multiplier à dessein les obstacles qu'il rencontrait. Homme tout d'une pièce, passionné, infatué de ses idées, il était dénué de la souplesse nécessaire à qui veut réussir dans le gouvernement des hommes, et il engagea contre quelques-uns de ses collègues une

lutte dans laquelle il fut finalement brisé. Son rôle politique, comme magistrat suisse, était terminé.

* * *

Il y a un homme que M. B. poursuit d'une haine implacable, en qui il voit le génie du mal, c'est Napoléon. Il lui attribue, dès 1797, une prévoyance surhumaine, et une astuce, un macchiavélisme effrayants. Laharpe, trompé d'abord sur son compte, comprit sa vraie nature lors de l'entretien qu'il eut avec lui, en 1800, à la Malmaison. — Heureusement, depuis 1801, il y a eu en Russie un souverain, Alexandre, qui sera capable de lui tenir tête et finalement de triompher de lui, — à une condition cependant, c'est de s'inspirer de l'enseignement qu'il a reçu de Laharpe et de suivre ses conseils. Dès qu'il ne l'écoute plus, sa politique devient funeste.

Pour démontrer cette thèse, M. B. a écrit tout un résumé de l'histoire de l'Europe au temps du Consulat et de l'Empire. Le véritable sujet de son second volume, c'est la lutte qui s'engage entre Alexandre, animé de l'esprit de Laharpe, et le méchant Corse. Malheureusement, « l'esprit » ne souffle pas toujours; de là tant de pages où la biographie de Laharpe semble complètement oubliée. De temps en temps, une belle lettre, un mémoire de l'ancien précepteur envoyé à son impérial élève sont cités, puis Laharpe disparaît complètement. Tout à coup, à propos d'une parole, d'un acte louable d'Alexandre, M. B. remarque: Voilà l'influence de Laharpe!

Dans le récit de la guerre de 1812, M. B. est heureux. En face de Napoléon, l'oppresseur des peuples, l'Attila moderne, le nouveau Djengis Khan, comme il l'appelle, il peut dresser Alexandre, *der Alexander Laharpes,* dans son rôle d'empereur populaire à qui Laharpe a inculqué son idéal libéral et humain. Au fond, avec Alexandre, c'est l'esprit de Laharpe qui combat Napoléon et qui triomphe de lui, qui organise l'Allemagne et qui donne à la Suisse nouvelle son intégrité, son indépendance et son organisation moderne.

Il y a là l'exagération énorme et la généralisation abusive d'une idée juste. Laharpe a exercé sur le souverain russe une influence indéniable, et M. B. prouve que, dans certains cas, l'histoire n'en a pas tenu suffisamment compte, mais il a le tort de prendre trop au pied de la lettre le mot d'Alexandre qu'il a choisi comme épigraphe de son ouvrage: « Je dois tout ce que je suis à un Suisse ». Dans quelques-unes des circonstances les plus importantes de sa vie, Alexandre a pris une décision contraire à ses conseils, par exemple lors de l'alliance de Tilsit, et lors du retour de l'Ile d'Elbe, quand Napoléon était devenu presque sympathique à Laharpe, en tant qu'adversaire de la réaction européenne. Dans la lutte que Metternich engage contre l'influence de Laharpe, sur l'esprit d'Alexandre, c'est Metternich qui l'emporte. M. B.

s'en console en disant de l'Alexandre des dernières années: « Bien que les idées de Laharpe lui soient devenues étrangères, bien qu'il ait fini par garder le silence à son adresse, *il sera dans doute resté fidèle au fond du coeur à l'ami de sa jeunesse* »[1].

Alexandre mort (1825), il semble que Laharpe intéresse moins M. B. car il expédie assez brièvement le récit des treize années, pourtant fort remplies, qu'il vécut encore.

* * *

L'ouvrage de M. B. apprend beaucoup au lecteur. Celui-ci fera bien, cependant, de le lire avec un esprit critique et de se défier de l'exagération de la thèse principale qu'il développe. Les nombreux documents inédits (lettres et mémoires) qu'il donne en traduction le rendent précieux; la date de ces documents devrait parfois être indiquée avec plus de précision[2].

Genève. Charles Seitz.

ARTHUR PIAGET: *Histoire de la révolution Neuchâteloise.* IV: La première mission de Pfuel. La première prise d'armes de Bourquin. Mai à Octobre 1831. Neuchâtel, Les Archives de l'Etat 1925. 341 Seiten.

Arthur Piaget führt in vorliegendem Band seine « Geschichte der Neuenburger Revolution » um den Zeitraum eines halben Jahres weiter. Er behandelt zuerst die Geschichte der Entsendung des preußischen Generals Pfuel, der im Jahre 1831 als königlicher Kommissar zum Studium der Lage des Fürstentums nach Neuenburg abgeordnet wurde, und dann die erste Phase der republikanischen Erhebung, die kurz darauf eintrat; die Erzählung schließt mit dem Eintreffen der eidgenössischen Kommissare, die auf den antiroyalistischen Staatsstreich Bourquins hin von der Tagsatzung abgesandt wurden.

Die Darstellung beruht auf einer Reihe von Vorträgen, die der Autor an verschiedenen Orten im Neuenburgischen in den Jahren 1912 und 1924/25 gehalten hat. Die Form von « Conférences » ist sogar äußerlich in der Gliederung des Stoffes beibehalten; es hat dies zur angenehmen Folge, daß die Erzählung sich von Anfang bis Ende ohne Ermüdung liest und daß die Hauptlinien der Entwicklung außerordentlich klar hervortreten. Ob-

---

[1] C'est nous qui soulignons.

[2] Nous ferons remarquer à l'auteur que Senft Pilsach, l'agent secret de Metternich, n'est pas Genevois (tome II, p. 235), pas plus que Jomini (id., p. 290). Il fait une confusion (II, p. 443) entre les deux frères Charles Pictet de Rochemont et Marc Auguste Pictet, le physicien. — En cas de nouvelle édition de cet ouvrage, il conviendra de faire disparaître les fautes d'impression vraiment trop nombreuses qui le déparent. Il en est qui produisent un effet comique (tome I, p. 186, ligne 9: *Morgarten* au lieu de *Murten*). — Les ouvrages cités ne sont pas toujours indiqués avec assez de clarté, et certains renvois sont inexacts.

wohl der Verfasser sich einer durchaus historisch-wissenschaftlichen Haltung befleißt und es nicht verschmäht, über wichtigere Vorgänge die widersprechenden Angaben der Quellen selbst anzuführen, anstatt nur seine eigene Ansicht zu geben, ist seine Schilderung stets lebendig und anschaulich.

Der Verfasser hat zu seiner Darstellung der Mission des Generals Pfuel in größerem Umfange unbekanntes handschriftliches Material heranziehen können als zur Geschichte des republikanischen Aufstandes. Das Berliner Archiv, das für die Tätigkeit des königlichen Abgesandten natürlich die Hauptquelle ist, enthält so gut wie nichts über die Revolte Bourquins. Damit dürfte wohl zusammenhängen, daß Piaget über das frühere Ereignis mehr neues mitzuteilen weiß als über das spätere. Es ist vor allem wertvoll, daß er ein für alle Mal der sowohl von Royalisten wie von Republikanern verbreiteten Legende ein Ende macht, als ob der General Vollmacht besessen hätte, den Kanton Neuenburg von der preußischen Oberherrschaft zu befreien. Die Instruktionen des Kommissars und die Berliner Akten überhaupt enthalten nicht die leiseste Andeutung, daß ein solcher Schritt von Preußen jemals ins Auge gefaßt worden wäre. Bei diesem Anlaß wird übrigens auch festgestellt, daß Friedrich der Große es keineswegs duldete (wie eine schlecht beglaubigte Anekdote berichtet), daß Bürger von Neuenburg in Armeen, die mit Preußen im Krieg standen, Dienste nahmen.

Im ganzen bestätigt die Darstellung Piagets den Eindruck, daß wennschon damals, auch außerhalb der privilegierten Städte und Klassen, die Mehrheit des Volkes keine ausgesprochene Abneigung gegen die Personalunion mit Preußen empfand, die Anhänglichkeit an das preußische Fürstenhaus an Intensität verloren hatte. Ein Royalist wie der Hofrat Du Bois konstatierte ausdrücklich, daß die alte Generation und ein großer Teil der Behörden zwar noch sehr der Autorität des Königs zuneigten, daß die Jugend sich aber immer mehr davon abwende. Nicht die « Canaille » sei in Neuenburg revolutionär, sondern hauptsächlich die Jugend.

Das sorgfältig gearbeitete, unparteiisch urteilende und den wirklichen Verlauf der Vorgänge geschickt aus den Fantasien späterer Berichte herausschälende Buch bedeutet eine Bereicherung der Historiographie zur Geschichte der Schweiz im 19. Jahrhundert.

Basel. Eduard Fueter.

FRITZ WUESSING. *Geschichte des deutschen Volkes vom Ausgang des 18. Jahrhunderts bis zur Gegenwart.* Dritte erweiterte Auflage. Berlin 1925. XI u. 372 Seiten.

Wuessings « Geschichte des deutschen Volkes » hat in den vier Jahren seit ihrem ersten Erscheinen drei Auflagen erlebt. Die Eigenschaften, die dem Buche zu diesem Erfolg verholfen haben, sind in einer ersten Besprechung (Zeitschrift für Schweizerische Geschichte III/3, 1924) bereits her-

ausgehoben worden: Die Darstellung des geschichtlichen Verlaufes in seiner Vielgestaltigkeit, die warme patriotische Anteilnahme des Verfassers, seine Aufstellung an dem Platze, wo auch der Leser steht, nämlich in der Gegenwart.

Damit ist aber auch die Beschränkung angegeben, der das Buch unterliegt. Der Verfasser will nicht das, was vergangen ist, forschend durchleuchten um des in diesem Vergangenen selbst liegenden Interesses willen; er bezieht es vielmehr überall auf die Gegenwart. Sein Buch ist ihm « das Ergebnis schwerer innerer Kämpfe », « vielleicht in gleichem Ausmaße Bekenntnisschrift wie geschichtliche Darstellung » (Vorwort zur 2. Auflage); es soll in der Gegenwart und für die Zukunft erziehend, wegweisend wirken.

Der Rezensent hat kein Recht, mit einem den Plänen des Verfassers fremden Maßstab an sein Werk heranzutreten. Aber er möchte, — da Wuessings Geschichtsauffassung « bei vielen Mängeln im einzelnen fruchtbar und werbend ist » (Vorwort zur 2. Auflage), — seiner Meinung Ausdruck geben, daß die vom Verfasser beabsichtigte historische Erziehung seines Volkes in Wahrheit doch nur durch Erfassung geschichtlicher Vorgänge und Individuen aus ihrer eigenen Lebenssphäre heraus erreicht wird, und daß auch ein Buch, dem weite Verbreitung außerhalb des Kreises der Fachleute zugedacht ist, vor allem auf unanfechtbar richtiger Tatsachengrundlage ruhen muß. Ein verzeichnetes Bild, wie dasjenige der auswärtigen Politik Bismarcks nach 1871, hätte nicht stehen bleiben dürfen. Der Dreibundvertrag, — um eine Einzelheit herauszugreifen, — ist unrichtig datiert und falsch charakterisiert. Auch die Art, wie die historischen Begriffe verwendet werden, wirkt da und dort eher verwirrend als klärend. Das « Schicksalhafte » im Verlauf der deutschen Geschichte wird übertrieben stark betont.

Diese Aussetzungen waren in der Besprechung der ersten Auflage bereits angedeutet; ich glaube sie bei der dritten Auflage stärker hervorheben zu müssen gegenüber einer gewissen propagandistischen Kraft und Absicht, — der Verleger spricht von einem « Standardwerk », der Verfasser äußert den stets gefährlichen Satz, daß « der Versuch der großen Linienführung auch um den Preis des Irrtums » einmal habe gewagt werden müssen. Interesse wird man dem Buch trotzdem nicht versagen, und dem kritischen Geist Wuessings dem eigenen Volke gegenüber ist weite Wirkung zu wünschen.

Die neue Auflage führt die Darstellung durch ein Kapitel « Koalitionsregierungen und Erfüllungspolitik » bis zum Jahre 1924, und eine Reihe von statistischen Übersichten, instruktiv zusammengestellt, ist beigegeben worden.

Bern Werner Näf

ALFRED STERN, *Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815 bis zum Frankfurter Frieden von 1871,* zehnter Band. (Dritte Abteilung, *Geschichte Europas von 1848 bis 1871,* vierter Band.) Stuttgart und Berlin, 1924. J. G. Cotta'sche Buchhandlung Nachfolger.

Dem zehnten Band ist durch den neunten so vorgearbeitet worden, daß er seine Schilderung auf die Vollendung der Einigung Deutschlands und Italiens konzentrieren darf. So konnte, was bei der Kompliziertheit der politischen Geschichte Europas im besprochenen Zeitraum besonders zu begrüßen ist, eine Darstellung von größtmöglicher Geschlossenheit entstehen.

Eines gibt das Andere. Nach einem Blick auf die österreichisch-ungarische Monarchie, den Ausgleich mit Ungarn und die Dezemberverfassung von 1867 beschäftigt sich der Verfasser mit der Gründung des norddeutschen Bundes. Dies gibt ihm sodann Muße, bei der internationalen Politik zu verweilen, der Luxemburger Frage, den Beziehungen Italiens mit dem Papsttum und der französischen Politik von Sadowa bis zur liberalen Ära. Ein Kapitel über die weitere Entwicklung der deutschen Einheitsbewegung schiebt sich ein, bevor der Leser zu den Abschnitten über die spanische Revolution und die Thronkandidatur Hohenzollern, den deutsch-französischen Krieg und die Vollendung der deutschen und italienischen Einheit gelangt.

Ganz besonders wird sich sein Interesse dem zweiten Teil des Buches zuwenden, um nicht durch wesentlich neues Tatsachenmaterial, aber durch eine Einläßlichkeit und Lebendigkeit der Schilderung gepackt zu werden, die ihn von Anfang bis Ende fesselt. Bismark förderte aus Staatsinteresse die Kandidatur Hohenzollern, ließ sie aber vor den Augen der Welt als Sache der spanischen Nation und eines deutschen Privatmannes erscheinen, während er selbst eiligst in den Schatten trat. Daß ihm die Angelegenheit dazu hätte dienen sollen, Frankreich zum Kriege zu treiben, hält Stern für unerweisbar. Vielmehr betont er, als den eigentlichen, tiefsten Grund der Auseinandersetzung habe man « den unversöhnlichen Gegensatz des auf seinen alten Vorrang unter den Staaten des europäischen Festlandes stolzen Frankreich und des vom Drange politischer Einigung ergriffenen deutschen Volkes » anzusehen.

Man darf bei aller Bewunderung dafür, wie der Verfasser den weitschichtigen Stoff zu einer klar aufgebauten Schilderung verarbeitet hat, den Wunsch äußern, der chronologische Gesichtspunkt wäre zugunsten einer zusammengefaßten Darstellung der Einigung Italiens verlassen worden.

Der Verfasser ist sich darin treu geblieben, daß er vom Gebiet der politischen Geschichte nicht abweicht, und daß er einfach die Tatsachen sprechen läßt. Immerhin tritt in seiner Erörterung der englichen Politik ein deutlicher Sarkasmus zutage; seine Abneigung gegen den Papst und die katholische Kirche scheint der Verfasser so wenig wie seine Bewunderung für Bismarcks Diplomatie und seine Geringschätzung Napoleons III. verhehlen zu wollen. Zu sehr greifen die Fäden, bald sichtbar, bald un-

merklich, in die Politik unserer Zeit ein, als daß ein Historiker von so ausgeprägter Individualität das Persönliche ganz zu unterdrücken vermöchte.

Geradezu bitter tönt der Vergleich des Frankfurter Friedens mit dem Versailler Diktat; man darf wohl jetzt schon bezweifeln, daß das Urteil der Nachwelt milder klingen wird.

Einige Einzelbemerkungen mögen einem späteren Neudruck dienen. Statt des Ausdruckes « Eintrachtsplatz » würde man doch lieber « Place de la Concorde » hören. Auf S. 212 will der Verfasser wohl eher von gegenseitiger « Rüstungsbeschränkung » als von « Abrüstung » sprechen. Der Setzer hat S. 77, 11 « nanziell » statt « finanziell », S. 199, 12 « St. Clound » statt « St. Cloud », S. 227, Fußnote, « Forckenbeck 186 » statt « F. 1866 » verschuldet.

Ein Standardwerk der neuesten Geschichte liegt fertig vor uns. Es ist aus einem Guß: eine politische Geschichte Europas, ganz wie der Verfasser sie wollte. Aus der tatsachenmäßigen Schilderung treten die großen Zusammenhänge hervor, ohne daß ihnen der Verfasser besondere Betrachtungen widmet. Gerade für ein Werk, das so fühlbar unsere eigene Zeit berührt, und in dem sich die subjektive Auffassung kaum völlig zügeln läßt, war dies die gegebene Art der Darstellung.

Die Wissenschaft wird dem unermüdlichen Forscher und Gelehrten für dieses sein Lebenswerk uneingeschränkten Dank entgegenbringen.

Zürich. Otto Weiss.

ARNOLD J. TOYNBEE, *The World after the Peace Conference.* Being an epilogue to the « History of the Peace Conference of Paris » and a prologue to the « Survey of International Affairs, 1920—1923 ». Derselbe, *Survey of International Affairs 1920—1923.* Derselbe, *Survey of International Affairs 1924.* Oxford University Press 1925 und 1926.

Das während der Pariser Friedenskonferenz gegründete « British Institute of International Affairs » hielt es für seine erste Aufgabe, eine eingehende Darstellung der genannten Konferenz zu publizieren. Nachdem diese Aufgabe erfüllt und die sechsbändige « History of the Peace Conference of Paris » mit dem Jahre 1924 zum Abschluß gebracht worden war, beschloß das Institut, die derart begonnene Arbeit für die folgenden Jahre regelmäßig fortzusetzen. Es soll nunmehr jedes Jahr eine Übersicht über die internationalen Angelegenheiten herausgegeben werden. Als Ausgangspunkt für diese neue Publikation wurde das Jahr 1924 gewählt. Um zwischen der « Geschichte der Friedenskonferenz » und der Übersicht der Ereignisse des Jahres 1924 keine Lücke entstehen zu lassen, wurden dem ersten Bande der neuen Serie zwei Ergänzungsbände mitgegeben, einer, der eine Darstellung der durch die Friedensschlüsse gebrachten allgemeinen Veränderungen (neue Grenzen, Aufkommen von bisher unbekannten politischen Bewegungen wie des Fascismus etc.) zu geben versuchte, und ein bei weitem umfangreicherer, der eine Geschichte der internationalen Probleme außer-

halb der durch die Friedenskonferenzen liquidierten für die Jahre 1920—1923 bietet. Die Redaktion aller dieser Übersichten wurde in eine Hand gelegt, so daß vollkommene Einheitlichkeit gewahrt blieb.

Das Institut bezeichnet diese seine Publikation in der Vorrede in bescheidener Weise nur als Hilfsmittel für Staatsmänner und Publizisten. Wer genötigt sei, sich rasch über ein Problem der zeitgenössischen Politik zu orientieren, sehe sich einer ungeordneten Masse von Zeitungsstößen gegenüber und es sei nicht immer leicht, sofort die richtige Information zu erhalten. Hier trete nun das Institut in die Lücke; seine Publikationen böten ein sorgfältig kontrolliertes Tatsachenmaterial, auf dem man weiterbauen könne. In Wirklichkeit geben diese Bücher aber weit mehr und dies ist auch der Grund, warum sie in einer historischen Zeitschrift zur Anzeige gelangen. Zunächst verfehlt der Verfasser, der Professor für internationale Geschichte an der Londoner Universität ist, nicht, wenn sich ein Anlaß dazu bietet, Parallelen zu Ereignissen der Vergangenheit zu ziehen, die für den Historiker von Wert sein können. Anregend ist ferner der Versuch an sich, zeitgenössische Geschichte im Tone eines Handbuches ruhig und dokumentarisch zu erzählen — wobei übrigens bemerkt werden mag, daß der Verfasser, so sehr er auch nach Unparteilichkeit strebt und so wenig ihm irgendwie advokatorische Ausdrucksweise vorgeworfen werden kann, immerhin in seiner Darstellung des französischen Vorgehens in den Nachkriegsjahren den britischen Standpunkt deutlich als den richtigen vertritt. Es ist immer lehrreich, die vielen internationalen Streitfälle, von denen der Mitlebende nur fragmentarisch Kenntnis erhält, im Zusammenhange und im Stile einer wirklichen geschichtlichen Erzählung referiert zu sehen. Das Wertvollste scheint mir aber zu sein, daß der Verfasser als echter Historiker nicht nur, wie es in derartigen Geschichtskalendern üblich ist, die eigentlich so genannten « Affären » bespricht, sondern auch Probleme vernimmt, die nicht unmittelbar unter dem Begriff « internationale staatliche Beziehungen » subsummiert werden können. So handelt ein ganzer Abschnitt der « Übersicht über das Jahr 1924 » über die Bevölkerungsbewegung und faßt hier die verschiedenen Einwanderungsgesetze mit Einschluß der inneren Kolonisation in Frankreich zusammen. Auch über das Sicherheits- und Abrüstungsproblem wird in einem besonderen Kapitel, wahrhaft « international », gesprochen. Natürlich handelt es sich auch hiebei nirgends um theoretische Darlegungen, sondern um eine exakte Zusammenstellung von Gesetzestexten und Zahlen; aber die Zusammenstellung selbst, sowie auch manche geistvolle Bemerkungen des Verfassers erheben solche Ausführungen weit über den Rahmen einer bloß statistischen Kompilation.

Auch die Schweiz wird mehrfach erwähnt. Die inneren Vorgänge bleiben natürlich unberücksichtigt, weil der « Survey » prinzipiell nur die internationalen Beziehungen bespricht (es gibt auch keinen Abschnitt über das britische Reich). Aber ein Ereignis wie der Zwischenfall von Ponte

Tresa wird eingehend rapportiert (wobei die Schweiz nicht schlecht wegkommt; der Verfasser bemerkt bei diesem Anlaß, daß diese Vorfälle nicht kindischer waren als manche andere, die in vergangenen Zeiten den Keim zu einem Kriege legten) und natürlich werden die verschiedenen von unserm Lande abgeschlossenen Schiedsverträge gebührend registriert. Auch der Worowsky-Handel wird rekapituliert, — vielleicht etwas zu kurz im Verhältnis zu dem längst vergessenen Ponte Tresa-Fall; auch hätte der Schweizer Leser wohl gewünscht, daß der Verfasser die Ausweisung Polunins erwähnt hätte.

Es sei noch bemerkt, daß der Autor, wie es in einem wissenschaftlich gehaltenen Buche selbstverständlich ist, in den Fußnoten genau seine Quellen angibt. Unpubliziertes ist natürlich nirgends benutzt, da der Zweck der Serie nicht auf Enthüllungen ausgeht, sondern auf eine klassifizierte Zusammenstellung bereits bekannten Materials. Dagegen sind eine Reihe Karten beigegeben, und im Anhang verschiedene wichtigere oder typische Dokumente (u. a. auch das sogenannte Sinowjew-Schreiben vom 15. September 1924) im Wortlaut mitgeteilt.

Basel. Eduard Fueter.